



Munich Personal RePEc Archive

Poverty, Food Insecurity and Malnutrition in Sub-Saharan Africa

Kohnert, Dirk

GIGA, Hamburg

30 July 2025

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/125505/>
MPRA Paper No. 125505, posted 30 Jul 2025 10:38 UTC

Pauvreté, insécurité alimentaire et malnutrition en Afrique subsaharienne

Dirk Kohnert ¹

Caricature: *Famine et espoir*



Source: © Dongo & Bergamini, 2020

Résumé : Au XXI^e siècle, l'Afrique connaît des taux de faim et de malnutrition parmi les plus élevés au monde, ce qui est incompatible avec la vision de l'Union africaine. La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un droit fondamental de chacun. Pourtant, de nombreux Africains en sont privés. Les rapports de la FAO et du PAM font état de l'émergence d'une crise alimentaire aiguë dans au moins 27 pays. Cette crise a échappé à l'attention de la presse grand public et de la sphère politique occidentale. Pourtant, elle est cruciale pour comprendre les raisons des flux migratoires actuels et stimuler les interventions de solidarité nécessaires. La pauvreté et la malnutrition résultent d'une croissance démographique rapide et incontrôlée, de pratiques agricoles et industrielles inefficaces, du lourd endettement de nombreux pays africains dû à la mauvaise gouvernance et à la corruption, ainsi que de maladies telles que l'épidémie de sida, le paludisme, le virus Ebola et la pandémie actuelle de SARS-CoV-2. Parmi les autres facteurs figurent la médiocrité et l'insuffisance des infrastructures sanitaires et les conflits armés. Malgré l'abondance de ressources naturelles, le produit intérieur brut par habitant de nombreux pays africains est parmi les plus bas du monde. Selon les données de la FAO, plus de 200 millions de personnes en Afrique subsaharienne étaient sous-alimentées entre 2014 et 2016. La prévalence de la sous-alimentation en Afrique subsaharienne est passée de 181 millions de personnes en 2010 à 222 millions en 2016. En 2016, l'Afrique affichait la plus forte prévalence de sous-alimentation au monde, estimée à 20 % de la population. La pauvreté est la principale cause de la faim et de la malnutrition en Afrique, tandis que la faim et la malnutrition aggravent le problème des maladies sur le continent. La pauvreté continue de sévir en Afrique en raison de mauvaises politiques économiques, de conflits, de guerres, de facteurs environnementaux tels que la sécheresse et le changement climatique, de la croissance démographique, d'un leadership médiocre et de la cupidité. Cette situation est encore exacerbée par le cercle vicieux de la pauvreté, de la maladie et de l'affection. Que ce soit directement ou indirectement, en raison d'une consommation alimentaire inadéquate et d'une alimentation de mauvaise qualité, elle est également responsable de plus de la moitié de tous les décès d'enfants en Afrique subsaharienne. Les barrières socioculturelles constituent des obstacles majeurs dans certaines communautés, les filles étant généralement les plus touchées. La corruption et le manque d'intérêt et d'investissement des gouvernements sont des facteurs clés qui doivent être pris en compte pour résoudre ce problème. La malnutrition était plus élevée dans les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest par rapport à la cible des Objectifs du Millénaire pour le développement de l'OMS pour 2015. Les simulations de la dynamique des systèmes prévoient un avenir plutôt sombre pour le secteur agroalimentaire en ASS. Même le taux de développement de la production agricole le plus élevé historiquement ne suffira pas à répondre à la demande alimentaire en forte croissance.

Mots-clés : [Pauvreté](#), [insécurité alimentaire](#), [malnutrition](#), [faim](#), [famine](#), [inanition](#), [Afrique subsaharienne](#), [Nigeria](#), [Kenya](#), [Ouganda](#)

JEL-Code: D12, D13, D15, D31, D36, D74, E26, F35, F54, H31, I14, N17, N37, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet:* 30 Juillet 2025

1. Introduction

Caricature 2: dimensions de la malnutrition (sous-nutrition)



Source: © Challenged kids international, 2013

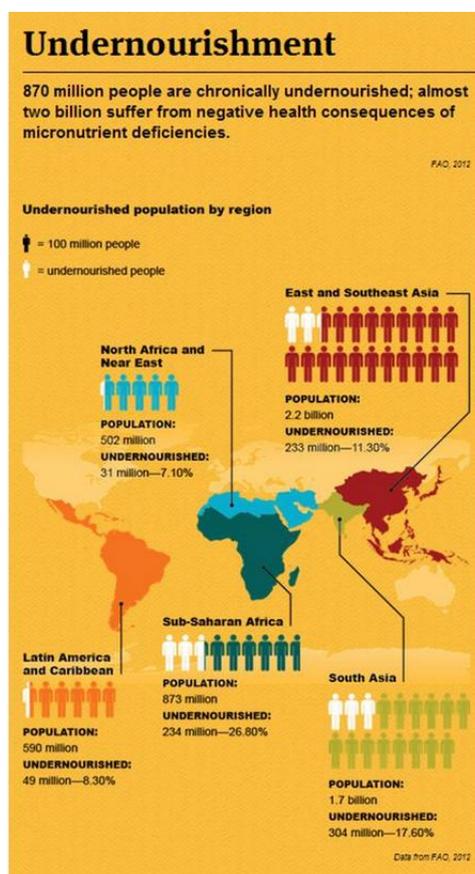
Des analyses historiques de [l'Afrique subsaharienne](#) (ASS) montrent pourquoi la production agricole et les systèmes d'irrigation sont sous-performants et comment cela contribue à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire (Bjornlund, Bjornlund & van Rooyen, 2022). Le terme « sécurité alimentaire » est apparu pour la première fois en 1974, à la suite des [famines au Sahel](#) et au Darfour. Bien qu'exportatrice agricole nette, l'ASS connaît une insécurité alimentaire persistante et croissante. Cela est dû en grande partie à l'héritage de systèmes de production agricole coloniaux orientés vers l'exportation, qui fournissaient des terres fertiles, de l'eau et de la main-d'œuvre rares pour répondre aux besoins des industries et des consommateurs du Nord. Le [colonialisme](#) a également sapé le contrat social entre les chefs traditionnels et les communautés, qui avait auparavant joué un rôle déterminant dans la gestion de la pénurie alimentaire. Après l'[indépendance](#), les politiques agricoles ont continué de privilégier les exportations, négligeant des domaines essentiels tels que l'intégration des systèmes de production alimentaire dans l'économie nationale, le développement des chaînes d'approvisionnement et des infrastructures de marché, de stockage et de création de valeur associées, et l'introduction de technologies appropriées. Par conséquent, l'Afrique est la seule région du monde où l'augmentation de la production d'exportation a entraîné une baisse de la production alimentaire par habitant. Les pays africains devraient être soulagés de la dette accumulée en raison des mauvais investissements coloniaux, des pratiques de prêt de la [Banque mondiale](#) et des fluctuations mondiales des devises et des taux d'intérêt, qui ont tous paralysé leur capacité à soutenir l'agriculture, à améliorer les moyens de subsistance et à renforcer la sécurité alimentaire. L'agriculture doit être rentable pour les agriculteurs, ce qui exige qu'ils soient connectés aux chaînes d'approvisionnement nationales et aux signaux du marché, à la création de valeur locale et au stockage post-récolte. Cela créerait des emplois et augmenterait la capacité de générer des revenus, ce qui est la clé de la sécurité alimentaire des ménages (Bjornlund, Bjornlund & van Rooyen, 2022).

Les rapports de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ([FAO](#)) et du Programme alimentaire mondial ([WFP](#)) de 2020 indiquent qu'une crise alimentaire aiguë est apparue dans au moins 27 pays. Ces informations sont cruciales pour comprendre les raisons des flux migratoires actuels et encourager les initiatives de solidarité (Dongo et Bergamini, 2020).

le [changement climatique](#), de la [croissance démographique](#), d'un leadership médiocre et de la cupidité. L'avènement de la pandémie de coronavirus a exacerbé les problèmes de pauvreté, de malnutrition et de maladie, et de nombreux Africains ont du mal à joindre les deux bouts (Adeyeye et al., 2023).

[L'insécurité alimentaire](#), qu'elle soit directement ou indirectement causée par une consommation alimentaire inadéquate et une alimentation de mauvaise qualité, est responsable de plus de la moitié des décès d'enfants en Afrique subsaharienne. En 2019, on estimait que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la région atteindrait 17 millions d'ici 2021. Une nutrition inadéquate peut entraîner une baisse du système immunitaire, un retard du développement physique et mental et une baisse de productivité chez les enfants de moins de cinq ans et tout au long de leur vie (Drammeh, Hamid et Rohana, 2019).

Grap 2: Sous-alimentation en ASS



Source: © Challenged kids international, 2013

Cette situation est exacerbée par le cercle vicieux de la pauvreté et des maladies. Les enfants sous-alimentés débutent leur vie avec des niveaux sous-optimaux en raison d'une mauvaise nutrition. Cela constitue une grave menace pour leur développement (Bain et al., 2013). Le manque d'éducation, en particulier chez les [femmes](#), désavantage les enfants en ce qui concerne les pratiques saines telles que l'allaitement maternel et la fourniture d'aliments nutritifs. Les conditions climatiques défavorables, telles que les [sécheresses](#), la mauvaise qualité des sols et la [déforestation](#), jouent un rôle important dans la pauvreté et la malnutrition. Les barrières socioculturelles entravent certaines communautés, les filles et les

femmes étant généralement les plus touchées. Pour résoudre ce problème, il est nécessaire de s'attaquer à la corruption et au manque d'intérêt et d'investissement du gouvernement. Les [aliments génétiquement modifiés](#) pourraient être un moyen d'accroître la production alimentaire et d'aider les communautés à survivre aux conditions climatiques défavorables. Les particularités socioculturelles de chaque communauté sont une considération de base essentielle pour la mise en œuvre de tout programme de promotion de la nutrition et de la santé (Bain et al., 2013).

Au XXI^e siècle, l'Afrique connaît des taux de faim et de malnutrition parmi les plus élevés au monde, ce qui est incompatible avec la vision de [l'Union africaine](#) (Mohajan, 2022). La sécurité alimentaire et nutritionnelle est un droit fondamental de chacun. Cependant, de nombreux Africains en sont privés. Environ un tiers des enfants africains souffrent d'un retard de croissance et de divers problèmes de santé physique et mentale. [L'Objectif de développement durable \(ODD\) n° 2](#) des [Nations Unies](#) vise à éliminer toutes les formes de faim et de malnutrition dans le monde d'ici 2030, mais l'Afrique est loin d'y parvenir. On estime qu'environ 200 millions de personnes en Afrique sont sous-alimentées. Les effets à long terme de la récente pandémie de [COVID-19](#) ont encore exacerbé les problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle du continent. La pandémie a créé une grave incertitude quant à la mise en œuvre de l'ODD 2 (Mohajan, 2022).

Cartoon 4: *Malnutrition*



Source: © istock, Getty images, 2025

La prévalence de la malnutrition était la plus élevée en [Afrique de l'Est](#) et de l'[Ouest](#) par rapport à la cible des Objectifs du Millénaire pour le développement de l'OMS (Akombi et al., 2017). Si l'Afrique subsaharienne veut atteindre la cible mondiale de l'OMS en matière de nutrition visant à améliorer la nutrition des mères, des nourrissons et des jeunes enfants d'ici 2025, des interventions nutritionnelles appropriées doivent être prioritaires dans ces deux régions. Les taux les plus élevés de retard de croissance (troubles de la croissance) en Afrique de l'Est ont été observés au [Burundi](#) (57,7 %) et au [Malawi](#) (47,1 %), suivis du [Niger](#) (43,9 %), du [Mali](#) (38,3 %), de la [Sierra Leone](#) (37,9 %) et du [Nigeria](#) (36,8 %) en Afrique de l'Ouest, et de la [République démocratique du Congo](#) (42,7 %) et du [Tchad](#) (39,9 %) en Afrique centrale. Les taux les plus élevés d'émaciation ont été observés au Niger (18,0 %), au [Burkina Faso](#) (15,5 %) et au Mali (12,7 %) en Afrique de l'Ouest ; aux [Comores](#) (11,1 %) et en [Éthiopie](#) (8,7 %) en Afrique de l'Est ; en [Namibie](#) (6,2 %) en Afrique australe ; et le [Tchad](#) (13,0 %) et [São Tomé-et-Principe](#) (10,5 %) en Afrique centrale. Les taux d'insuffisance pondérale les plus élevés ont été observés au [Burundi](#) (28,8 %) et en [Éthiopie](#) (25,2 %) en

Afrique de l'Est, au [Niger](#) (36,4 %), au [Nigeria](#) (28,7 %), au [Burkina Faso](#) (25,7 %) et au [Mali](#) (25,0 %) en Afrique de l'Ouest, et au [Tchad](#) (28,8 %) en Afrique centrale (Akombi et al., 2017).

L'insécurité alimentaire a un impact négatif sur la santé des populations des pays d'ASS, tandis que la [sécurité alimentaire](#) a l'effet inverse (Beyene, 2023). Cela suggère que, pour atteindre l'ODD 3.2, les pays d'ASS doivent donner la priorité à la sécurité alimentaire. Pour chaque augmentation de 1 % de la prévalence de la sous-alimentation, l'espérance de vie diminue de 0,00348 point de pourcentage (PP). Inversement, l'espérance de vie augmente de 0,00317 PP pour chaque augmentation de 1 % de l'apport énergétique alimentaire moyen. Cependant, une augmentation de 1 % de la prévalence de la sous-alimentation augmente la mortalité infantile de 0,0119 PP. Cependant, une augmentation de 1 % de l'apport énergétique alimentaire moyen réduit la mortalité infantile de 0,0139 PP (Beyene, 2023).

L'état de la sécurité alimentaire mondiale s'est considérablement amélioré au cours des dernières décennies grâce aux « [révolutions vertes](#) » en [Amérique latine](#) et en [Asie](#). Cependant, les pénuries alimentaires persistent en Afrique subsaharienne, où la sous-alimentation est généralisée (Popp, Oláh, Kiss et Lakner, 2019). Depuis 2015, l'insécurité alimentaire a augmenté en Afrique subsaharienne, s'aggravant en raison du [conflit en Ukraine](#) et des conséquences persistantes de la pandémie de coronavirus (Wudil et al., 2022). Les principaux obstacles à la réalisation et au maintien de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne sont la faible croissance économique, les inégalités entre les sexes, une inflation élevée, une faible productivité des cultures, le faible investissement dans l'agriculture irriguée et la recherche, le changement climatique, une forte croissance démographique, des cadres politiques défaillants, des infrastructures inadéquates et la corruption. Promouvoir l'investissement dans les infrastructures agricoles et les services de vulgarisation, parallèlement à la mise en œuvre de politiques qui renforcent le pouvoir d'achat des ménages, en particulier dans les zones rurales, semble essentiel pour améliorer la disponibilité et l'accès à la nourriture (Wudil et al., 2022).

Les prévisions dressent un tableau sombre de l'avenir du secteur agroalimentaire. Même les niveaux de production agricole historiquement élevés de pays comme le [Nigeria](#) et l'[Ouganda](#) ne suffiront pas à répondre à la demande alimentaire en forte croissance. Les estimations des experts laissent entrevoir une stagnation à long terme au Nigeria et une amélioration modérée en Ouganda. Pour améliorer la sécurité alimentaire et prévenir une catastrophe sociale imminente, des réformes socio-économiques de grande ampleur sont nécessaires. Celles-ci devraient principalement viser à réduire la fécondité, à améliorer la santé générale, à promouvoir les coopératives et à rendre le secteur agroalimentaire plus attractif pour les investisseurs (Popp, Oláh, Kiss et Lakner, 2019).

Des études récentes ont montré que [l'insécurité alimentaire](#) des ménages et la diversité alimentaire sont significativement associées au retard de croissance (troubles de croissance chez les enfants) en Afrique subsaharienne (Gassara et Chen, 2021). Cependant, cette revue a également révélé que le statut matrimonial des parents est un facteur courant associé au retard de croissance. Par conséquent, des lignes directrices et des stratégies fiables doivent être mises en œuvre pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages et lutter contre la malnutrition infantile.

Il existe une relation entre les indicateurs de sécurité alimentaire (accessibilité, disponibilité, utilisation, stabilité) et la [pandémie de COVID-19](#). L'épidémie de COVID-19 a conduit à la mise en œuvre de confinements et de réglementations de distanciation sociale pour freiner la

propagation des infections. Par conséquent, les confinements ont entravé la circulation des petits exploitants agricoles, des intrants agricoles et des produits alimentaires, perturbant ainsi les chaînes d'approvisionnement alimentaire en ASS (Onyeaka et al., 2022). Des études sur la relation entre les indicateurs de sécurité alimentaire (accessibilité, disponibilité, utilisation, stabilité) et la COVID-19 ont indiqué qu'une augmentation des niveaux de COVID-19 a un impact négatif sur les quatre indicateurs de sécurité alimentaire sans exception (Onyeaka et al., 2022). Une autre dimension importante de la COVID-19 et de l'insécurité alimentaire est le choc de revenu qui s'est produit à la suite de l'épidémie de COVID-19. Comme de nombreuses usines, entreprises et prestataires de services ont fermé leurs portes (en particulier dans le [secteur informel](#)), les gens ont perdu leurs revenus en raison de la perte d'emploi et, dans de nombreux cas, de l'absence de protection sociale (Onyeaka et al., 2022).

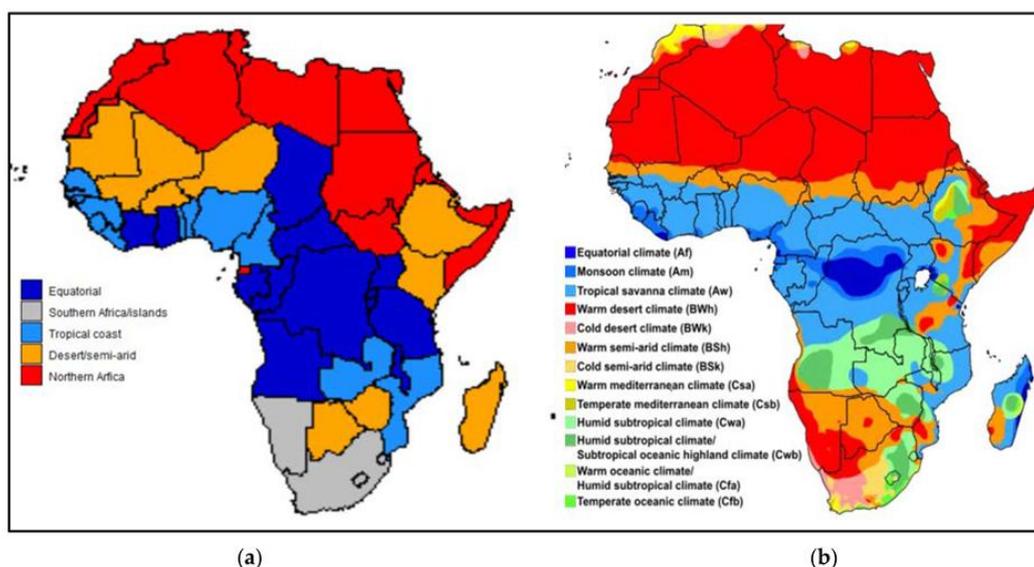
Enfin et surtout, le [changement climatique](#) affecte également la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne (Ringer et al., 2010). (Ringer et al., 2010). Des températures plus élevées et des changements mixtes des précipitations sont attendus d'ici les années 2050. Par rapport aux scénarios climatiques historiques, le changement climatique entraînera des changements dans les rendements et la croissance des superficies, des prix alimentaires plus élevés, une accessibilité alimentaire plus faible, une disponibilité calorique réduite et une malnutrition infantile croissante en Afrique subsaharienne (Ringer et al., 2010). Les impacts du changement climatique par rapport aux scénarios climatiques historiques comprennent des changements dans l'expansion des superficies et des rendements, des prix alimentaires plus élevés, des changements mineurs dans le commerce net de céréales, une légère réduction de la disponibilité calorique et une augmentation de la malnutrition infantile en Afrique subsaharienne (Ringer et al., 2010).

Cependant, même sans changement climatique, l'Afrique subsaharienne resterait la région la plus défavorisée en matière de nourriture et la seule où l'on prévoit une augmentation de la malnutrition infantile au cours des deux prochaines décennies, malgré la prospérité économique et l'augmentation du PIB agricole (Ringer et al., 2010). La croissance de la production céréalière en Afrique subsaharienne devrait diminuer de 3,2 % en raison du changement climatique. Cette baisse de la croissance des rendements (4,6 %) est partiellement compensée par une expansion accrue des superficies (2,1 %). Parmi les cultures de base, les impacts négatifs les plus importants sur les rendements sont prévus pour le [blé](#), suivi de la [patate douce](#), tandis que les rendements globaux du [mil](#) et du [sorgho](#) devraient être légèrement plus élevés sous l'effet du changement climatique. D'ici 2050, les prix du maïs, du riz et du blé devraient être respectivement de 4 %, 7 % et 15 % plus élevés par rapport au scénario climatique historique. La hausse des prix des denrées alimentaires contribue directement à la baisse de la demande alimentaire, qui devrait diminuer de 1,5 % en Afrique subsaharienne d'ici 2050. On ne s'attend pas à une grande variation des [importations](#) nettes de céréales pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne en raison du changement climatique, car les augmentations et les déclinés dans les différentes zones agro-écologiques s'équilibrent. Cependant, l'Afrique de l'Est devrait connaître une augmentation de 15 % des importations nettes de céréales en raison d'une baisse significative des rendements du maïs. Plus important encore, les niveaux de malnutrition infantile devraient augmenter en raison du changement climatique dans toute l'Afrique subsaharienne, avec un million d'enfants supplémentaires qui devraient souffrir de malnutrition d'ici 2030 en raison du seul changement climatique. D'ici 2050, 585 000 enfants souffriront toujours de malnutrition (Ringer et al., 2010).

L'agriculture contribue largement à la [balance des paiements](#) des économies africaines. La production agricole africaine doit donc fortement augmenter pour répondre à la demande des marchés nationaux et internationaux (Giller, 2020). Cependant, la fragmentation des terres

due à la pression démographique dans les zones rurales et les faibles prix payés aux agriculteurs pour leurs produits signifient que, dans de nombreuses zones rurales d'Afrique subsaharienne, les exploitations agricoles sont déjà trop petites pour assurer la sécurité alimentaire ou un revenu vital aux ménages. La dépendance aux revenus non agricoles est forte et les incitations à intensifier la production sont faibles. Ainsi, les ménages ruraux sont souvent des agriculteurs « réticents », manquant de ressources ou d'incitations économiques pour investir dans l'agriculture. Le problème à résoudre est de trouver comment fournir des aliments bon marché et nutritifs pour nourrir les populations urbaines et rurales croissantes, tout en créant des incitations pour stimuler la production agricole. Cela nécessitera des transformations majeures des systèmes agricoles familiaux et la création d'emplois alternatifs (Giller, 2020).

Graph 4: Faim, famine et pauvreté en Afrique subsaharienne²



Source: © Nel & Steyn, 2022

En superposant des clusters générés à partir des valeurs d'apport en macronutriments sur une carte des régions climatiques d'Afrique, on peut clairement voir l'importance du climat sur la disponibilité des aliments et les modes de consommation alimentaire en ASS. (Nel & Steyn, 2022). Le [changement climatique](#) représente un défi majeur pour une alimentation saine, car les liens entre les régions climatiques et l'apport alimentaire sont évidents. Les pays d'ASS se trouvent à différents stades de transition nutritionnelle et épidémiologique, et il est difficile d'imposer des recommandations universelles (Nel & Steyn, 2022). Les recommandations pour une alimentation saine en ASS devraient garder à l'esprit le changement climatique, [l'urbanisation](#) et un taux de natalité élevé comme trois menaces majeures pour la sécurité alimentaire. L'examen des apports alimentaires par habitant des pays d'ASS révèle de nombreuses carences dans l'alimentation. Alors que de nombreux pays sont encore aux prises avec des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de carences telles que [l'anémie ferriprive](#), de nombreux pays présentent des signes de suralimentation et d'[obésité](#). Les recommandations les plus importantes pour une alimentation plus saine sont probablement de privilégier les céréales complètes plutôt que les céréales raffinées et les racines riches en amidon, et

² « Figure 1. (a) Regroupement des pays d'Afrique subsaharienne selon l'EPT et les analyses de groupement des apports alimentaires quotidiens, mesurés en kcal/habitant/jour. Le groupe 5 de cette figure comprend les pays d'Afrique du Nord qui n'ont pas été retenus pour le regroupement. (b) Carte de l'Afrique illustrant la classification climatique de Köppen ». Nel et Steyn, 2022

d'augmenter considérablement la consommation de fruits et légumes, ainsi que de poisson et de fruits de mer. Idéalement, la viande devrait être consommée principalement sous forme de volaille et d'œufs, et les charcuteries devraient être évitées. Les édulcorants devraient être considérablement réduits et les huiles insaturées devraient être privilégiées en quantités limitées (Nel & Steyn, 2022).

2. Le rôle des femmes dans la réalisation de la sécurité alimentaire

Caricature 5: *Le rôle des femmes dans la réalisation de la sécurité alimentaire*



Source: © unwomensouthasia.org, Natarajan, 2015

Le rôle des [femmes](#) dans la sécurité alimentaire est crucial. Depuis des temps immémoriaux, l'[agrobiodiversité](#) est utilisée par les humains comme aliment, médicament, à des fins industrielles et spirituelles, ainsi que pour garantir la biodiversité (Natarajan, 2015). L'agrobiodiversité englobe la diversité des cultures, ainsi que des arbres, animaux, microbes et autres espèces associés qui contribuent à la production agricole. Cependant, elle est menacée par la dégradation de l'environnement, la [pollution](#), la guerre et l'agriculture industrielle et chimique, entre autres facteurs. De nombreuses espèces ont déjà disparu. Le Centre de résilience de Stockholm avertit que de telles activités déstabilisent le « système Terre » dans son ensemble, le poussant vers un nouveau déséquilibre. Lorsque la biodiversité disparaît, l'humanité peut s'exposer à des conséquences similaires à celles attendues d'un hiver nucléaire (Natarajan, 2015).

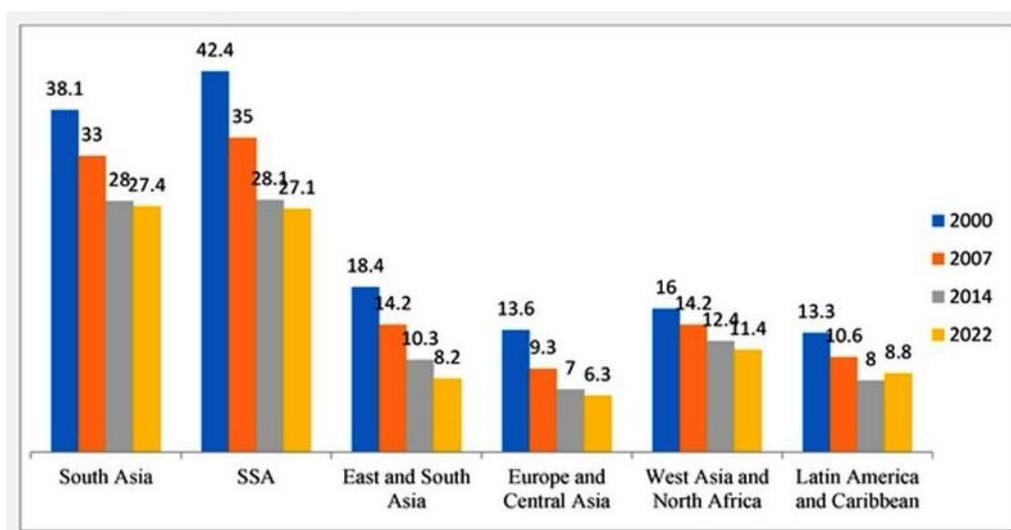
Une approche diversifiée de la production alimentaire peut accroître la production et améliorer la résilience face aux pressions climatiques locales. De plus, une agriculture diversifiée améliore la nutrition et les moyens de subsistance des familles. Cultiver ensemble des cultures et des variétés variées réduit les dommages causés par les ravageurs et les maladies. Il s'agit d'une approche rentable pour les agriculteurs. Leurs savoirs et leur culture traditionnels sont souvent associés à la biodiversité locale et à son utilisation. Les hommes jouent des rôles distincts dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et la collecte des produits forestiers. Ils défrichent et labourent également les champs et participent à d'autres tâches agricoles (Natarajan, 2015).

Les femmes sont également responsables des [jardins familiaux](#) situés à proximité de leur domicile. En Afrique subsaharienne, elles représentent 60% à 80% de la main-d'œuvre

nécessaire à la production alimentaire destinée à la consommation et à la vente des ménages. Avec [l'industrialisation de l'Europe](#) du XIXe siècle, les femmes sont devenues dépendantes de leurs maris. De plus en plus de produits, notamment agricoles, étaient destinés au marché. Le travail des femmes devient alors invisible ; il n'est pas comptabilisé dans les statistiques nationales (Natarajan, 2015).

Dans de nombreuses régions du monde, notamment en [Afrique subsaharienne](#), les [femmes](#) n'ont généralement aucun droit formel à la terre. La terre et le capital sont souvent administrés par les hommes, et leur contribution est souvent négligée en raison de solutions ou de valeurs culturelles masculines. L'autonomisation des femmes est essentielle pour garantir la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être familial. La [Déclaration universelle des droits de l'homme](#) a été adoptée par les [Nations Unies](#) en 1948. Ce document a jeté les bases de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde. Son article 25 stipule que toute personne a droit à l'alimentation. Ce droit englobe le droit de vivre dans la dignité, à l'abri de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Soixante-cinq ans plus tard, cependant, cet objectif reste inaccessible, de nombreuses populations d'enfants, de femmes et d'hommes souffrant d'insécurité alimentaire dans le monde entier. Les femmes jouent un rôle essentiel pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition de leurs familles, mais la pauvreté, la malnutrition et le travail de soins non rémunéré qu'elles fournissent à leurs familles et à la société les freinent (Natarajan, 2015).

Graph 5: *Indices régionaux de la faim dans le monde de 2000 à 2022*

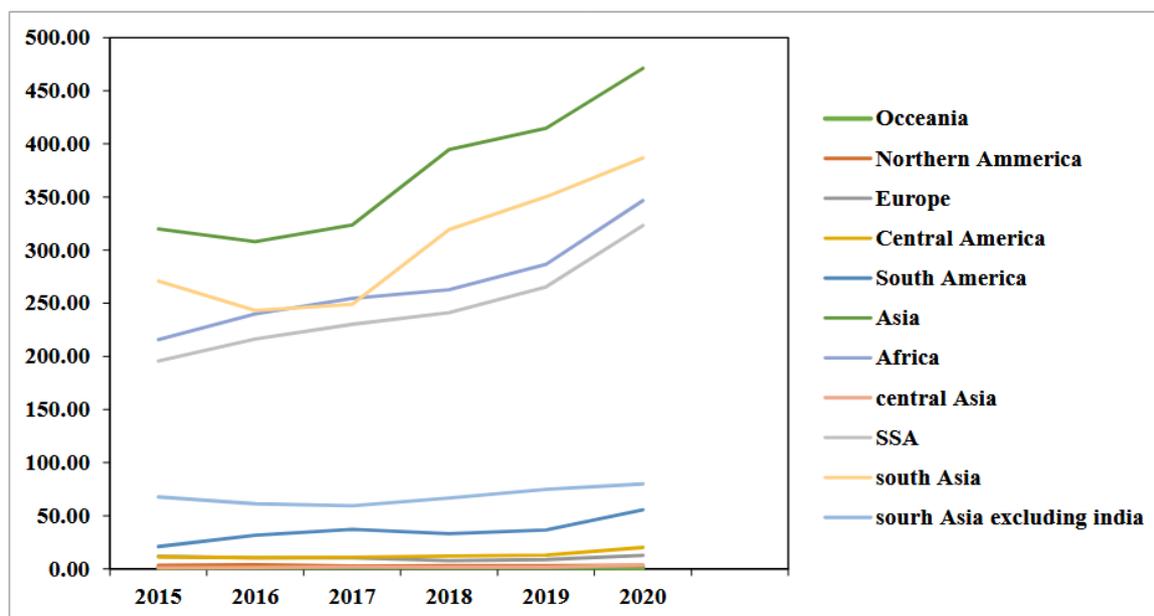


Source: © Global Hunger Indexes, 3 Octobre 2022
Wudil, et al, 2022

Les [inégalités](#) en matière de sécurité alimentaire persistent dans le monde entier en raison d'un réseau complexe de facteurs sociaux, économiques et écologiques agissant à diverses échelles humaines et institutionnelles (Wudil et al., 2022). Au cours des 50 dernières années, de nombreuses régions du monde ont connu des améliorations rapides et continues de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire grâce à l'augmentation des cultures, de l'irrigation et des politiques de soutien et initiatives institutionnelles. Cependant, la situation en Afrique subsaharienne est différente. Depuis 2015, les statistiques montrent que l'insécurité alimentaire a augmenté dans les pays d'Afrique subsaharienne, s'aggravant en raison du [conflit en Ukraine](#) et des implications continues de la [pandémie de coronavirus](#) (Wudil et al., 2022). Les principaux obstacles au maintien de la sécurité alimentaire dans cette région sont la faible croissance économique, les inégalités entre les sexes, une inflation élevée, une faible

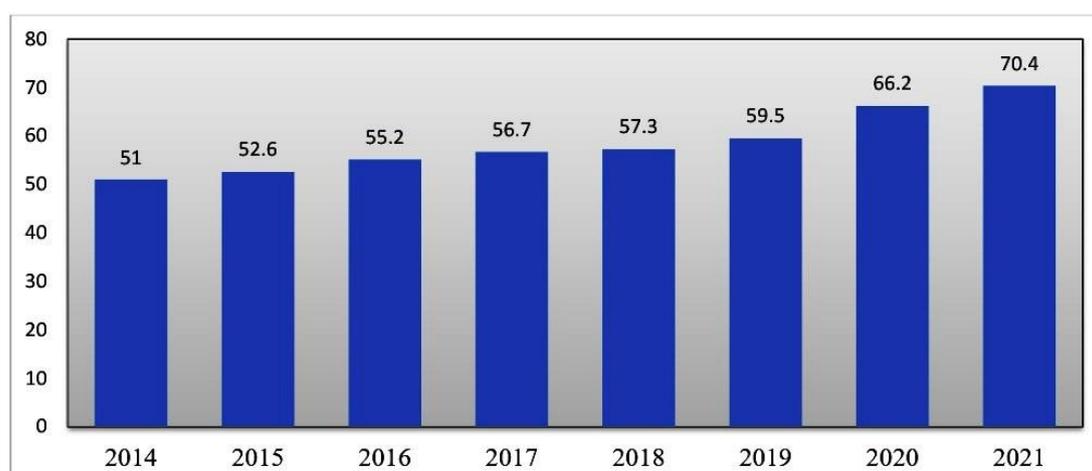
productivité des cultures, le faible investissement dans l'agriculture irriguée et la recherche, le changement climatique, une forte croissance démographique, des cadres politiques médiocres, des infrastructures inadéquates et la corruption. La promotion des investissements dans les infrastructures agricoles et les services de vulgarisation, parallèlement à la mise en œuvre de politiques qui renforcent le pouvoir d'achat des ménages, en particulier dans les zones rurales, est essentielle pour améliorer la disponibilité et l'accès à la nourriture (Wudil et al., 2022).

Graph 6: Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave (en millions) par région de 2014 à 2020



Source: © Wudil, 2019

Graph 7: Prévalence de l'insécurité alimentaire sévère ou modérée dans la population (en %) de l'ASS



Source: © Wudil, 2019

3. Études de cas

Caricature 6: La faim en ASS - Alimentation biologique ou OGM ?



Source: © [Gado](#), 11. Octobre 2022

[L'insécurité alimentaire](#) est un défi mondial de santé publique (Drammeh, Hamid et Rohana, 2019). De nombreux facteurs influencent l'insécurité alimentaire des ménages. Parmi eux, le sexe du chef de famille, ainsi que des facteurs tels que l'âge, le niveau d'éducation, la taille du ménage, le revenu, la pauvreté et le prix des denrées alimentaires. Ces principaux déterminants affectent la sécurité alimentaire des ménages et sont à l'origine de la malnutrition infantile en Afrique subsaharienne. L'insécurité alimentaire des ménages est le principal facteur de risque de malnutrition, causant environ 300 000 décès chaque année. Elle est également responsable de plus de la moitié des décès d'enfants en Afrique subsaharienne, directement ou indirectement en raison d'une consommation alimentaire inadéquate et d'une alimentation de mauvaise qualité. On estime que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la région atteindra 17 millions en 2021. Une nutrition inadéquate peut entraîner une faible immunité, des troubles du développement physique et mental et une baisse de productivité chez les enfants de moins de cinq ans et tout au long de la vie (Drammeh, Hamid et Rohana, 2019).

On estime que la malnutrition contribue à plus d'un tiers des décès d'enfants, bien qu'elle soit rarement citée comme cause directe (Bain et al., 2014). La malnutrition infantile contribue à plus de la moitié des décès d'enfants dans le monde et était associée à 54 % des décès d'enfants dans les pays en développement en 2001. La pauvreté reste la principale cause de ce problème. Le cercle vicieux de la pauvreté, de la maladie et de l'affection aggrave encore la situation. Les enfants sous-alimentés commencent leur vie avec un niveau mental sous-optimal, ce qui constitue une grave menace pour leur développement. Le manque d'éducation, en particulier chez les femmes, désavantage les enfants, notamment en ce qui concerne les pratiques saines comme l'allaitement maternel et la fourniture d'aliments sains aux enfants. Les conditions climatiques défavorables telles que les sécheresses, la pauvreté des sols et la déforestation jouent également un rôle important. Les barrières socioculturelles constituent un obstacle majeur dans certaines communautés, les filles étant généralement les plus touchées. Pour résoudre ce problème, il est nécessaire de s'attaquer à la corruption et au manque d'intérêt et d'investissement des gouvernements (Bain et al., 2014).

Malgré une croissance économique mondiale importante ces dernières décennies, y compris dans certains des pays les plus pauvres d'Afrique, des millions de personnes restent prisonnières du cycle de la faim et de la pauvreté (Bain et al., 2014). La pauvreté signifie que les parents ne peuvent pas nourrir leur famille avec des aliments nutritifs en quantité

suffisante, laissant leurs enfants sous-alimentés. La malnutrition entraîne un retard de développement irréversible et des vies plus courtes et moins productives. Ces vies moins productives signifient qu'il est impossible d'échapper à la pauvreté. De plus, de nombreux pays africains connaissent une insécurité alimentaire croissante. L'objectif du Millénaire pour le développement visant à éradiquer la faim en Afrique a été un échec. Le faible niveau d'éducation, en particulier chez les femmes, est un facteur clé de la perpétuation de mauvaises pratiques nutritionnelles dans cette région du monde. Les enfants de moins de cinq ans sont les plus touchés. Dans certaines communautés, les garçons ont tendance à être en meilleure santé que les filles. Le problème est encore exacerbé par des conditions climatiques défavorables, telles que les sécheresses et les inondations. Les politiques gouvernementales ont souvent échoué, car les gouvernements ont tendance à ne pas considérer ce problème comme sérieux, et les projets de secours occidentaux ne tiennent pas compte des réalités socioculturelles des sites où ils sont mis en œuvre. En Afrique, les fonds alloués à la lutte contre la malnutrition sont souvent détournés (Bain et al., 2014).

Les études de cas suivantes sur le [Nigeria](#), le [Kenya](#) et l'[Ouganda](#) explorent plus en détail les causes et les effets de la [faim](#), de la [malnutrition](#) et de la [mortalité infantile](#) sur les populations défavorisées en [Afrique subsaharienne](#).

3.1 Nigeria

Caricature 8: *La malnutrition entraîne une mortalité infantile plus élevée dans le nord du Nigeria*



Source: © [Africa Health Organisation](#) 4 Mai 2025

La faim et la malnutrition sont répandues au [Nigeria](#), en particulier dans le nord du pays, où la situation se détériore dans certains États. Cela a un impact significatif sur les populations les plus vulnérables de la région, notamment les enfants (Jeremiah, 2025). Dans le nord du Nigeria, la malnutrition est l'une des principales causes du taux élevé de [mortalité infantile](#). Ce phénomène est exacerbé par la [pauvreté](#), le [changement climatique](#), l'insécurité et l'accès limité aux soins de santé. Bien que le gouvernement ait adopté une politique multisectorielle pour faire face à la crise il y a 25 ans, sa mise en œuvre insuffisante l'a rendue largement inefficace. Le taux de mortalité est d'environ 35 %, un taux bien supérieur à la normale. La plupart des parents tardent à se faire soigner à l'hôpital parce qu'ils n'en ont pas les moyens, et lorsqu'ils le font enfin, il est souvent trop tard. L'impact se fait sentir dans tout le nord du Nigeria, en particulier dans les zones du [Nord-Est](#) et du [Nord-Ouest](#). La flambée des prix alimentaires, l'insécurité qui empêche les agriculteurs d'accéder à leurs terres et la pauvreté croissante ont transformé la faim en condamnation à mort. Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies ([PAM](#)) a estimé que le nombre de Nigériens en situation

d'insécurité alimentaire est passé de 28 millions en 2019 à 100 millions en 2024 (Jeremiah, 2025).

Les cas de [malnutrition](#) augmentent généralement pendant la saison des semis, laissant de nombreuses familles avec à peine de quoi survivre. Cependant, la crise est désormais un problème économique autant que saisonnier. [L'État de Zamfara](#) compte plus de 697 centres de santé publique (CSP), dont beaucoup proposent des programmes thérapeutiques ambulatoires (PTA) pour les enfants malnutris. Chaque centre traite une centaine de cas par jour. Le système est débordé et les ressources sont limitées. Malgré le soutien d'agences comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ([UNICEF](#)), la demande dépasse largement l'offre. Plus de 60 % des enfants ne sont pas scolarisés. Le mariage précoce et la pauvreté enferment les filles dans des cycles de difficultés, perpétuant des générations de souffrances. La situation générale au Nigeria est également préoccupante : 40 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, près de la moitié vivent dans la pauvreté et plus de deux millions d'enfants n'ont jamais été vaccinés (Jeremiah, 2025).

En 2001, le Nigeria a lancé sa Politique nationale d'alimentation et de nutrition, révisée en 2016 pour y inclure l'objectif ambitieux d'atteindre une nutrition optimale d'ici 2025. Cependant, près de 25 ans plus tard, cette vision reste lettre morte. Alors que des millions d'enfants souffrent encore de malnutrition, cette politique semble n'être qu'une promesse non tenue.

Entre 2021 et 2024, le nombre d'enfants touchés par la malnutrition sévère au Nigeria a fortement augmenté de 145 %. Alors qu'il y avait environ 2,2 et 1,7 millions de cas en 2021 et 2022 respectivement, ce chiffre s'est aggravé pour atteindre 4,4 et 5,4 millions en 2023 et 2024. [L'Enquête nationale sur la démographie et la santé](#) a révélé que la malnutrition infantile au Nigeria s'est aggravée entre 2018 et 2023. Au cours de cette période, le retard de croissance est passé de 37 % à 40 %, l'émaciation de 7 % à 8 % et la prévalence de l'insuffisance pondérale de 22 % à 27 %. Parallèlement, le taux de surpoids a légèrement diminué, passant de 2 % à 1 %. Ces chiffres suggèrent que la lutte contre la malnutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois pose des défis profonds. Selon les données du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire ([IPC](#)), près de 5,4 millions d'enfants du nord-ouest et du nord-est du Nigeria souffrent actuellement de malnutrition aiguë, un chiffre qui devrait rester élevé jusqu'en 2025. Cela comprend environ 1,8 million de cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 3,6 millions de cas de malnutrition aiguë modérée (MAM). En outre, environ 787 000 femmes enceintes et allaitantes souffrent de malnutrition aiguë. Cependant, le chiffre de la malnutrition est plus faible dans la région du centre-nord. Le problème de l'incapacité du Nigeria à atteindre ces objectifs est qu'il élabore des politiques fortes qui ne sont pas toujours mises en œuvre de manière globale, ce qui signifie que les résultats escomptés restent insaisissables (Jeremiah, 2025).

La situation dans [l'État de Sokoto](#) est critique, notamment à l'hôpital universitaire Usmanu Danfodiyo (UDUTH). Les cas graves affluent dans les 668 centres de soins primaires et les 43 hôpitaux secondaires de l'État. Sept enfants sur dix admis à l'hôpital souffrent de malnutrition. De nombreuses familles sont déjà en difficulté financière et ne peuvent pas se permettre les 10,000 nairas (6 £) nécessaires aux examens (Jeremiah, 2025).

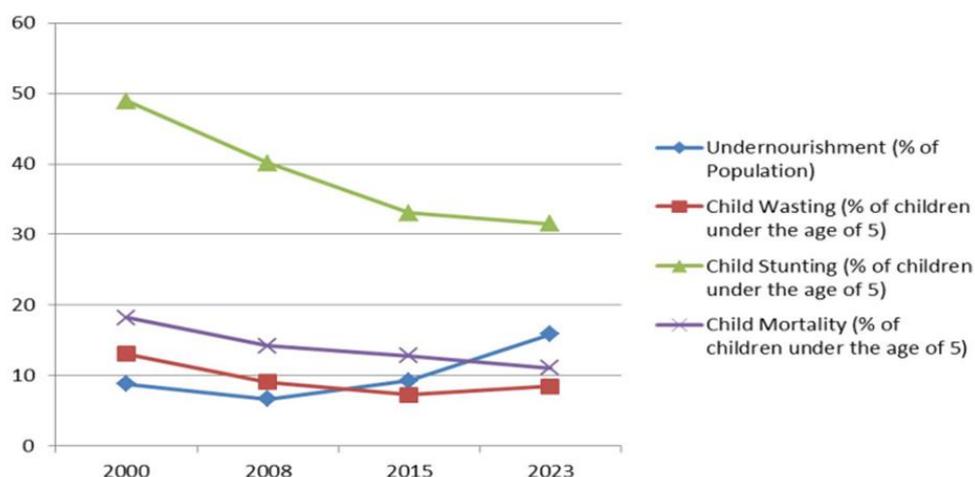
Dans [l'État de Kebbi](#), les normes culturelles mettent également en danger la vie des enfants. Comme dans d'autres régions du nord du Nigeria, environ six enfants sur dix souffrent de malnutrition. Cependant, au-delà de la pauvreté et de l'accès limité aux soins de santé, des [pratiques culturelles](#) néfastes mettent également en danger la vie des enfants. La malnutrition n'est pas seulement une question de pénurie alimentaire ; c'est un problème plus profond,

ancré dans la tradition et la désinformation concernant la préparation des aliments, la vente et la conservation des aliments destinés à la consommation familiale, et l'autorisation d'hospitalisation d'un enfant (Jeremiah, 2025). Il s'agit d'une question de mentalité et de lacunes dans les connaissances. Dans le nord de Kebbi, les familles vendent souvent des aliments riches en nutriments, comme des œufs et des pastèques, pour générer des revenus, tandis que mères et enfants sont laissés mourir de faim ou reçoivent de la bouillie de mil, du « nono » et des légumes trop cuits, ayant perdu la majeure partie de leurs valeurs nutritionnelles. À l'inverse, les familles du sud de Kebbi cuisent légèrement les légumes pour préserver leurs nutriments. Les mères ont parfois besoin de l'autorisation d'un homme de leur famille avant de consulter un médecin. Ce retard a coûté des vies. Environ 20 à 30 % des admissions pédiatriques à Kebbi sont liées à la malnutrition, qui est souvent aggravée par des infections nécessitant des antibiotiques (Jeremiah, 2025).

Le fardeau de la [malnutrition](#) dans le nord du Nigeria est resté globalement inchangé depuis des décennies. Dans certaines régions, cependant, la situation se détériore. Il s'agit non seulement d'une urgence médicale, mais aussi d'une catastrophe sociale. Dans [l'État de Borno](#), près de six enfants de moins de cinq ans sur dix souffrent d'un retard de croissance, ce qui indique qu'ils ont été sous-alimentés pendant une période prolongée. Certains enfants sont malnutris avant même la naissance. Ces chiffres sont tirés de l'Enquête nationale sur la santé 2023-2024 et de l'Enquête nationale sur la consommation alimentaire et la nutrition 2023 (Jeremiah, 2025). Les États du nord comme [Zamfara](#), [Borno](#), [Jigawa](#), [Katsina](#) et [Kano](#) sont pris dans un cycle de malnutrition chronique. S'il n'est pas traité dans les 1 000 premiers jours de vie, y compris pendant la grossesse, le retard de croissance peut avoir des conséquences irréversibles. Sans traitement urgent, jusqu'à un enfant sur trois ou quatre peut mourir. La malnutrition est un problème social déguisé en affection médicale. Elle est due à la [pauvreté](#), à des systèmes alimentaires défaillants, au manque [d'eau potable](#) et à une protection sociale inadéquate (Jeremiah, 2025).

L'insécurité et les déplacements entravent également les efforts de relèvement. Dans des États comme Zamfara, Sokoto, Katsina et Borno, des millions de personnes ont été chassées de leurs terres en raison de l'insurrection et du banditisme de [Boko Haram](#) (Jeremiah, 2025). Même lorsque les communautés reviennent, il est rare que leurs moyens de subsistance soient rétablis. À [Borno](#), le changement climatique a aggravé la situation. Les inondations ont détruit des terres agricoles, anéanti des récoltes et propagé des maladies d'origine hydrique. Les chocs environnementaux déclenchent désormais des urgences humanitaires dans des régions déjà fragiles (Jeremiah, 2025). Alors que les terres agricoles deviennent arides en raison de précipitations irrégulières, l'insécurité contraint des milliers d'agriculteurs à quitter leurs terres et les prive de leurs moyens de subsistance. Ces communautés agricoles autrefois prospères dépendent désormais fortement de l'aide alimentaire. Le récent retrait du soutien de l'[USAID](#) a encore davantage compromis des initiatives essentielles en matière de santé, de nutrition et d'éducation (Kohnert, 2025a).

Graph 8: Tendence des valeurs des indicateurs de santé infantile au Nigeria



Source: © Data Dive: Dataphyte; Fawole & Ilbasmis & Ozkan, 2015

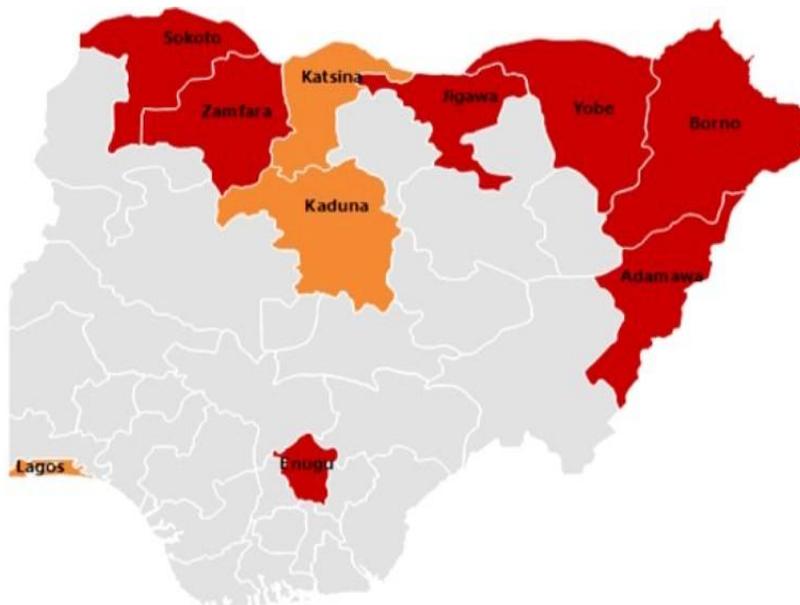
Selon Médecins Sans Frontières ([MSF](#)), la région du Nord-Ouest est confrontée à plus de 500,000 cas de malnutrition aiguë sévère (Jeremiah, 2025). Rien qu'en 2023, 854 enfants admis dans les structures MSF sont décédés dans les 48 heures suivant leur arrivée. Les autorités sont profondément préoccupées par la gravité de la crise humanitaire dans cette région, qui abrite environ 50 millions de personnes. Les niveaux de malnutrition et les épidémies sont catastrophiques dans un contexte de violence persistante et incessante. L'année dernière, MSF a soigné 170 000 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère dans les États de Zamfara, Kebbi, Sokoto, Katsina et Kano, soit une augmentation de 14 % par rapport à l'année précédente. Les agriculteurs n'ont plus accès à leurs terres. L'aide n'est plus facultative; elle est essentielle (Jeremiah, 2025). L'initiative des gardes de protection communautaire (GPC) mise en place par l'État pourrait marquer un tournant. Ce programme, piloté par l'État, recrute, forme et équipe les habitants locaux pour défendre les terres et les communautés agricoles. Parallèlement, la [crise inflationniste](#) au Nigeria aggrave l'insécurité alimentaire. Parti de 9 % en 2015, l'inflation a culminé à 27 % en 2020, avant de retomber brièvement, puis de remonter pour atteindre 28,92 % en 2023 et finalement 34,8 % en 2024 (Jeremiah, 2025).

Selon le Bureau national des statistiques ([NBS](#)), le coût quotidien moyen d'une alimentation saine est passé de 473 ₦ en décembre 2022 à 786 ₦ en décembre 2023. En avril 2024, il était passé à 1 035 ₦ par adulte et par jour. Il est ensuite passé à 1 265 ₦ en juillet, puis à 1 371 ₦ en octobre (Jeremiah, 2025).

La malnutrition peut également affecter le développement cognitif, altérant l'apprentissage et augmentant le risque d'anxiété et de troubles de l'apprentissage. Pour de nombreux enfants de la région, la malnutrition les a empêchés de recevoir même une éducation de base. En 2025, les États du nord comme Kano (16,5 %), Kaduna (16,07 %), Borno (15,39 %) et Benue (15,09%) ont alloué la plus grande part de leur budget à la santé, témoignant d'une prise de conscience croissante de l'urgence d'une réforme dans ce domaine. En revanche, les États du sud comme [Bayelsa](#) (2,77 %), [Delta](#) (3,12 %), [Cross River](#) (4,22 %) et [Enugu](#) (4,72 %) sont restés à la traîne, suscitant des inquiétudes quant à l'aggravation des disparités régionales en matière de financement de la santé (Jeremiah, 2025). Pour la première fois, les États du nord-ouest du pays, Zamfara, Sokoto, Kaduna, Katsina, Kano, Jigawa et Kebbi, ont collectivement budgétisé un montant record de 517 milliards de nairas pour les soins de santé, soit en

moyenne 14 % de leurs dépenses totales. Il s'agit d'un changement significatif par rapport à il y a dix ans, où les allocations étaient près de la moitié de ce niveau. Si ces augmentations sont louables, le plus grand défi reste de garantir une utilisation efficace des fonds et de lutter plus largement contre la malnutrition. Le budget 2025 du Nigeria consacré aux interventions nutritionnelles a augmenté de 33,7 %, passant de 127,24 milliards de nairas en 2024 à 170,01 milliards de nairas. Cependant, compte tenu du taux d'inflation de 24,48 % en janvier 2025, l'impact de cette augmentation pourrait être limité (Jeremiah, 2025).

Graph 9: Localités où l'insécurité alimentaire est la plus élevée au Nigeria

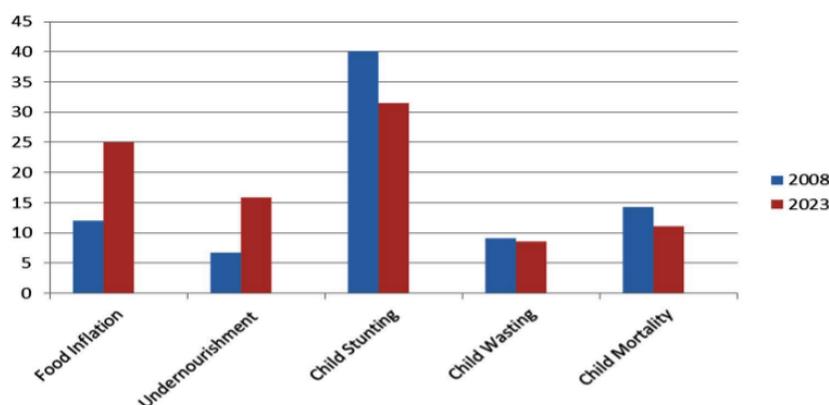


Source: IMF eLibrary, 2023 ; Akpoghelie, E.O. et al., 2024

En septembre 2024, le ministre de la Santé, Muhammad Ali Pate, a annoncé que le Conseil économique national (NEC) avait décidé de faire de la nutrition une priorité à tous les niveaux de gouvernement. L'allocation actuelle est supérieure de 746 % au budget 2021, ce qui témoigne de l'engagement du gouvernement à lutter contre la malnutrition (Jeremiah, 2025). Cependant, l'[UNICEF](#) rapporte qu'à l'heure actuelle, seuls deux enfants malnutris sur dix bénéficient d'une aide. Pour faire face à la crise, le financement doit augmenter considérablement afin de correspondre à l'ampleur du problème. Selon l'UNICEF, plus de 250 millions de dollars sont nécessaires pour répondre aux besoins urgents dans les États les plus vulnérables du Nigeria, notamment Sokoto, Zamfara et Katsina. Ces trois États ont besoin à eux seuls de plus de 100 millions de dollars pour fournir des services essentiels dans des domaines tels que la nutrition, les soins de santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH), la protection de l'enfance et l'éducation. Sans ce financement, des millions de personnes, en particulier des enfants, resteront exposés au risque de malnutrition, de maladie et de manque d'accès aux services essentiels (Jeremiah, 2025). Alors que la population du Nigeria devrait atteindre 400 millions d'habitants d'ici 2050, des solutions durables sont nécessaires pour s'attaquer aux causes profondes des mauvais résultats en matière de santé. Une action collective est essentielle. Les gouvernements, les organisations internationales et les communautés doivent collaborer pour protéger les filles, investir dans l'éducation et lutter contre les pratiques néfastes. Investir dans l'éducation des filles est essentiel pour réduire les grossesses précoces et améliorer l'économie des ménages (Jeremiah, 2025).

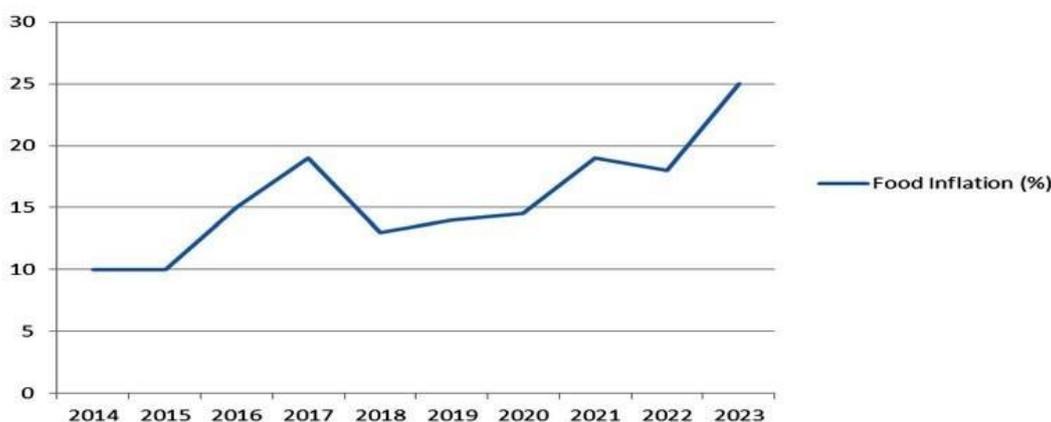
Il est essentiel d'enquêter sur l'insécurité alimentaire au Nigeria et en Afrique afin d'alerter les acteurs du secteur agricole sur les conséquences de la montée de l'insécurité alimentaire ces dernières années (Fawole, Ilbasmis et Özcan, 2015). La sous-alimentation et l'insuffisance alimentaire ont augmenté au Nigeria depuis 2009, tout comme le nombre de personnes sous-alimentées. Si cette tendance n'est pas rapidement enrayerée, elle pourrait poser de graves risques sécuritaires pour le pays et l'ensemble de la sous-région africaine, le Nigeria étant la nation noire la plus peuplée (Fawole, Ilbasmis et Özcan, 2015).

Graph 10: *Tendance de la sous-alimentation (malnutrition) et de l'inflation au Nigeria*



Source: © CBN, GHI | Analysis: Dataphyte Research; Akpoghelie, E.O. et al., 2024

Graph 11: *Tendance de l'inflation alimentaire au Nigeria*

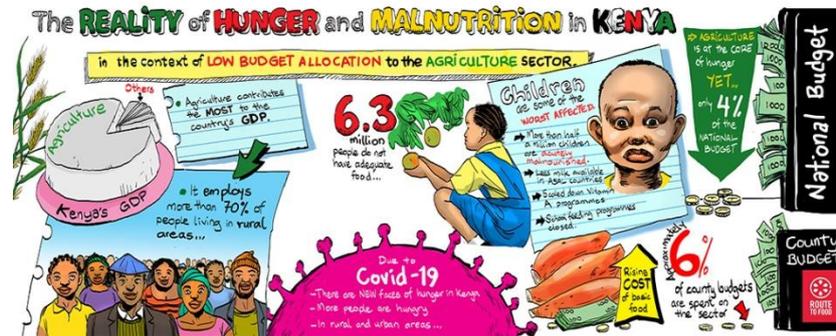


Source: © NBS, Chart: Dataphyte; Akpoghelie, E.O. et al., 2024

La malnutrition et l'insécurité alimentaire constituent deux obstacles majeurs au [développement humain](#) au Nigeria. Elles entraînent un retard de développement infantile, une détérioration de la santé maternelle et infantile, un affaiblissement du système immunitaire et des grossesses et accouchements à risque. Malgré une hausse de l'inflation alimentaire et de la sous-nutrition au Nigeria, les opérations du [PAM](#) ont été positives et ont contribué de manière significative au développement humain dans le nord du pays (Akpoghelie, E. O. et al., 2024).

3.2 Kenya

Caricature 8: *La réalité de la faim et de la malnutrition au Kenya*



Source: © [The Elephant](#), Juin 21, 2021

En termes de [sécurité alimentaire](#), la [pauvreté](#) était le principal facteur d'insécurité alimentaire au [Kenya](#), bien que le [changement climatique](#) ait compliqué la situation. La [santé](#) et l'expérience de l'agriculteur se sont révélées être les facteurs les plus importants dans la lutte contre l'insécurité alimentaire des [petits exploitants agricoles](#) (Oluoko-Odingo, 2011). Le Kenya est l'un des pays les moins susceptibles d'atteindre son objectif de sécurité alimentaire (Sadauskaite, 2014). Les principales causes de cet échec sont le [régime commercial néolibéral](#), l'[aide alimentaire](#) étrangère, les politiques nationales et le changement climatique. Le développement néolibéral, promu par les organismes donateurs internationaux tels que le [FMI](#) et la [Banque mondiale](#), était perçu comme un moyen de stimuler le développement du Kenya et d'assurer la sécurité alimentaire grâce à des accords de libre-échange. Cependant, les politiques économiques néolibérales, qui constituent la phase la plus récente et la plus répandue du capitalisme mondial, ne facilitent pas le développement ni l'amélioration de la sécurité alimentaire au Kenya. Les stratégies de réforme visant à accroître l'intégration du pays dans le système mondial seraient donc contreproductives. Cela n'a pas amélioré la situation de la sécurité alimentaire. Les [importations](#) bon marché, induites par la libéralisation des échanges, ont découragé les agriculteurs locaux d'accroître leur production, car ils ne peuvent pas être compétitifs sur le marché. À mesure que la production locale diminue, la dépendance aux importations alimentaires augmente, et la population dépend de la production étrangère (Sadauskaite, 2014).

L'aide alimentaire étrangère a également réduit la production agricole nationale (Sadauskaite, 2014). Bien que destinée à assurer l'approvisionnement alimentaire en cas d'urgence alimentaire ou de déficit de la production nationale, l'aide alimentaire étrangère est devenue une aide constante et est considérée comme permanente par la majorité de la population kenyane. Par conséquent, les populations ne voient pas l'intérêt de cultiver leur propre nourriture, surtout celles vivant dans des zones infertiles. Par leurs politiques de libéralisation des échanges, les pays développés ont creusé les inégalités entre eux et les pays en développement, les exploitant et les rendant dépendants des importations. Les politiques de sécurité alimentaire mises en œuvre par le gouvernement kenyan se sont avérées inefficaces. Malgré l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de lutte contre l'insécurité alimentaire depuis les années 1980, aucun résultat n'a été constaté (Sadauskaite, 2014).

Par exemple, le long de la ceinture de [baobabs](#) dans les [comtés de Kitui](#) et de [Kilifi](#) au Sud-Est de Kenya, la majorité (98,2 %) des ménages étaient en situation d'insécurité alimentaire, malgré le fait que 81,5 % et 57,4 % des ménages des comtés de Kitui et de Kilifi, respectivement, possédaient des baobabs (Momanyi et al., 2019). Environ 32,1 % des

ménages avaient de mauvais scores de diversité alimentaire (inférieurs à 4). Les taux de prévalence du retard de croissance (28,6 %), de l'émaciation (11,6 %) et de l'insuffisance pondérale (25 %) chez les enfants étaient élevés. Une association significative a été observée entre les taux de retard de croissance des enfants et leur âge ($p = 0,027$) ainsi que l'état de sécurité alimentaire de leur ménage ($p < 0,001$). Parmi les soignants, 14,8 % étaient en insuffisance pondérale, 18,1 % en surpoids et 8,8 % étaient obèses. Une association significative a été trouvée entre l'état nutritionnel des soignants et le sexe des enfants ($p < 0,001$), ainsi qu'avec les taux de retard de croissance des enfants ($p = 0,047$) (Momanyi et al., 2019).

Dans les ménages souffrant d'insécurité alimentaire grave, le rapport de cotes ajusté (RCA) pour l'alimentation au thé ou au porridge avec du lait était de 3,22 ; intervalle de confiance à 95 % [IC à 95 %] : 1,43-7,25), les enfants âgés de 2 à 3 ans par rapport à ceux âgés de 0 à 5 mois (RCA : 4,04 ; IC à 95 % : 1,01-16,14) et l'élevage d'animaux dans les ménages sans insécurité alimentaire grave (RCA : 3,24 ; IC à 95 % : 1,04-10,07). Le nombre de frères et sœurs plus jeunes que l'âge scolaire était marginalement associé à ce dernier groupe de ménages (RCA : 2,81 ; IC à 95 % : 0,92-8,58) (Momanyi et al., 2019).

Une étude a révélé qu'un enfant de moins de cinq ans sur quatre souffrait de malnutrition chronique (Shinsugi, Matsumura et Karama, 2015). Parmi les enfants en situation d'insécurité alimentaire non grave, l'élevage et le statut socio-économique (SSE) étaient significativement associés à la malnutrition chronique, selon le niveau d'insécurité alimentaire. Le nombre de frères et sœurs d'âge préscolaire présentait une association marginale, mais non significative. Dans le groupe en situation d'insécurité alimentaire grave, le thé/porridge au lait et l'âge de l'enfant étaient significativement associés au retard de croissance. Une situation similaire pourrait se produire dans d'autres communautés rurales [d'Afrique subsaharienne](#) (Shinsugi, Matsumura et Karama, 2015).

Une autre étude sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans les [bidonvilles](#) urbains de [Nairobi](#) a révélé une forte prévalence de l'insécurité alimentaire : 85 % des ménages étaient en insécurité alimentaire, dont 50 % en insécurité alimentaire grave. Les facteurs associés à la sécurité alimentaire comprenaient le niveau de revenu, la source de revenus, la taille du ménage, le ratio de dépendance, la maladie, l'insécurité perçue et le bidonville de résidence. Les récits qualitatifs ont souligné que la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire était courante mais critique en temps de crise. Les personnes interrogées ont indiqué que les habitants des bidonvilles mangent généralement juste pour survivre, accordant peu d'attention à la qualité (Kimani-Murage, E. W., et al., 2014).

Caricature 9: Pourquoi le budget 2021 du Kenya vous préoccupe



Source: © Movin, Route to Food, [The Elephant](#), June 21, 2021

Le triple fardeau de la [malnutrition](#) dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) résulte en partie de l'évolution des environnements alimentaires et du passage d'une alimentation traditionnelle à une [alimentation occidentale](#) riche en calories (Olatunji et al., 2021). Des données suggèrent que la source alimentaire des ménages kenyans est associée à l'insécurité alimentaire des ménages et à la diversité alimentaire individuelle. Des associations favorables ont été constatées entre la source alimentaire « son propre bétail » et l'insécurité alimentaire, et entre la source alimentaire de détail « supermarché » et l'insécurité alimentaire et la diversité alimentaire (Olatunji et al., 2021).

Cependant, le secteur agricole kenyan n'a pas réussi à réduire la malnutrition parmi les populations pauvres, la production nationale annuelle d'aliments de base et de produits d'élevage étant inférieure aux niveaux de consommation (Ogello et Munguti, 2016). L'[aquaculture](#) est reconnue comme un moyen important d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages dans les pays en développement. Il est de plus en plus prouvé qu'elle contribue à la sécurité nutritionnelle en offrant un accès direct au poisson et en stabilisant les revenus des groupes vulnérables impliqués dans la chaîne de valeur de l'aquaculture (Ogello et Munguti, 2016).

Partout au Kenya, les Kenyans ordinaires peinent à se nourrir en raison de la flambée de l'[inflation](#), qui a propulsé les prix des matières premières à des niveaux inabordables (Awuor, 2023). L'absence de pluies et une [sécheresse](#) d'une intensité sans précédent, notamment dans le nord du Kenya, ont aggravé la situation. Les interventions des acteurs étatiques et non étatiques n'ont sans doute pas été suffisantes, comme en témoignent des rapports provenant de régions comme [Samburu](#) faisant état de personnes obligées de boire de l'eau insalubre et de manger de la viande de chien pour survivre. Le pays est dans une situation désastreuse. Si l'on ajoute à cela l'assèchement des rivières et des lacs qui alimentaient autrefois les communautés vulnérables, il est clair que le gouvernement et les autres organismes publics ont ignoré la situation (Awuor, 2023).

La manifestation offre aux habitants et aux agriculteurs un espace pour exiger une baisse des prix des denrées alimentaires, une meilleure qualité alimentaire, une meilleure protection des écosystèmes et des réformes agraires au Kenya (Awuor, 2023). Les manifestations ne sont pas nouvelles dans le pays. Leurs moyens de subsistance étant menacés par des forces indépendantes de leur volonté, et les gouvernements nationaux et des comtés étant lents à soulager leurs souffrances, il est inévitable que les citoyens ordinaires recourent à des mesures aussi drastiques. La Révolution Jembe, menée par Mzee Maona, appelle le gouverneur Nyoni à considérer l'insécurité alimentaire comme un problème de [droits humains](#) et à protéger les petits exploitants agricoles des multinationales prédatrices. Ces entreprises sont souvent accusées d'exploiter les communautés en introduisant des méthodes de production et des procédés industriels néfastes qui menacent la [biodiversité](#) (Awuor, 2023).

Les décideurs politiques devront faire face à la réalité de la priorité accordée aux intérêts occidentaux, par exemple lorsque le gouverneur est accusé de privilégier la production à grande échelle de quelques cultures vivrières et de protéger les intérêts des grandes entreprises agroalimentaires, afin de résoudre efficacement le problème de la sécurité alimentaire du pays (Awuor, 2023). Des documentaires ont accusé des philanthropes comme [Bill Gates](#), par l'intermédiaire de la Fondation Bill & Melinda Gates, d'avoir fait pression pour l'introduction d'[OGM](#) dans certains pays africains au profit d'entreprises privées occidentales. Par conséquent, lorsque les agriculteurs et les habitants de Kajibora brandissent une pancarte sur laquelle on peut lire « Sauvons nos semences » par l'intermédiaire de leur parti Chama cha Wakulima (CCW), ils expriment une crainte sincère, née du fait que les forces de la mondialisation sont inévitables (les systèmes de production alimentaire et la chaîne

d'approvisionnement globale ne peuvent jamais être entièrement locaux) et que le système politique est faible et ne donne guère la priorité aux intérêts de ses citoyens, et encore moins aux petits exploitants agricoles (Awuor, 2023).

L'introduction de la [subvention aux engrais](#) par le président [William Ruto](#) devrait changer la donne pour de nombreux agriculteurs qui n'ont pas les moyens d'acheter ce produit essentiel (Awuor, 2023). L'engrais subventionné est désormais vendu au détail à 3 500 KSh le sac de 50 kg, contre 6 000 KSh auparavant. L'utilisation de la technologie pour l'enregistrement (où les agriculteurs utilisent leur téléphone) contribuera également à éliminer les formalités administratives et la corruption, améliorant ainsi l'efficacité de la distribution et garantissant que l'engrais est utilisé à temps pour augmenter les rendements. Comme c'est souvent le cas pour les partis politiques kenyans dépourvus de vision et d'idéologie solides, les questions fondamentales telles que l'agriculture durable pour les agriculteurs deviennent une note de bas de page dans leur programme. Selon l'enquête sur le secteur agricole de novembre 2022, le secteur emploie plus de 40 % de la population totale et plus de 70 % de la population rurale. Ce chiffre important est susceptible d'augmenter encore si les jeunes sont incités à participer au processus de production agricole (Awuor, 2023).

La voix des agriculteurs ordinaires n'est pas entendue. Comme c'est souvent le cas avec les politiques descendantes, et contrairement à une [approche ascendante](#), on observe une tendance à parler au nom des masses et à prétendre savoir ce qui est le mieux pour elles (Awuor, 2023). Les responsables politiques parlent des « bonnes » politiques et approches agricoles à adopter pour améliorer les rendements et la sécurité alimentaire. Cependant, ironiquement, ils se comportent comme les multinationales qui imposent souvent leurs décisions aux agriculteurs sans tenir compte de leurs opinions. Cette approche comporte ses propres angles morts, non seulement parce qu'elle est condescendante envers les agriculteurs, qui sont les personnes directement concernées, mais aussi parce qu'elle risque d'aggraver une situation déjà précaire. Parler de révolutions et de soulèvements ne suffit pas à transformer efficacement le secteur agricole, même si l'objectif est de le débarrasser des [cartels](#) et des intermédiaires tout au long de la chaîne de production (Awuor, 2023).

3.3 Uganda

Caricature 10: *prix des denrées alimentaires et faim en Ouganda*



Source: © Adija, [Juba TV](#), facebook

Malgré une production alimentaire accrue, le taux de malnutrition en [Ouganda](#) demeure inacceptablement élevé, de nombreux ménages n'ayant pas accès à la nourriture et étant en

situation d'insécurité alimentaire (Cabinet du Premier ministre, 2017). En Ouganda, la [malnutrition](#) peut se manifester de diverses manières, notamment par la malnutrition chronique (retard de croissance, ou faible rapport taille-âge), l'insuffisance pondérale (poids-âge), la malnutrition aiguë (émaciation, ou faible rapport poids-taille), [l'anémie](#), la carence en vitamine A, la carence en iode et l'insuffisance pondérale à la naissance.

En Ouganda, près d'un tiers des enfants de moins de cinq ans et une femme sur trois souffrent de malnutrition. Les enfants malnutris sont plus sensibles aux infections telles que la [diarrhée](#) et la [pneumonie](#), ce qui les expose à un risque accru de malnutrition. Ils sont également plus susceptibles de développer des maladies chroniques, comme le [diabète](#) et les [maladies cardiaques](#), à l'âge adulte (Cabinet du Premier ministre, 2017).

L'insécurité alimentaire est une cause sous-jacente importante de malnutrition en Ouganda. Ses causes sont multiples, notamment la pauvreté, le manque de terres, les taux de fécondité élevés, les catastrophes naturelles, la cherté des denrées alimentaires, le manque d'éducation et la dépendance de la plupart des Ougandais à l'agriculture pour leurs revenus. Les [inégalités entre les sexes](#) aggravent l'insécurité alimentaire et la [pauvreté](#). La malnutrition réduit la productivité agricole du pays. Pour améliorer et maintenir cette productivité, l'Ouganda a besoin d'une main-d'œuvre en bonne santé et productive. La faible croissance des enfants entrave le potentiel de la future main-d'œuvre ougandaise. [L'anémie ferriprive](#) et le retard de croissance entraînent une baisse de la productivité du travail, ce qui freine la production agricole et ralentit le développement. D'ici 2025, l'Ouganda perdra plus de 19 000 milliards de shillings ougandais (7,7 milliards de dollars américains) de productivité en raison de la malnutrition, notamment des retards de croissance, de l'anémie ferriprive, des carences en iode et de l'insuffisance pondérale à la naissance. Cependant, investir dès maintenant dans la nutrition pourrait générer des gains économiques de plus de 4 300 milliards de shillings ougandais (1,7 milliard de livres sterling) d'ici 2025 grâce à une productivité accrue. Les systèmes agricoles peuvent nuire involontairement à la nutrition des ménages (Cabinet du Premier ministre, 2017).

- Le rôle des femmes dans la garde des enfants est compromis en raison de leur charge de travail.
- La charge de travail augmente sans augmentation de la consommation de calories.
- Les hommes et les femmes sont exposés à des conditions dangereuses qui affectent leur santé, notamment des conditions insalubres.
- L'augmentation des prix des denrées alimentaires contraint les familles à consommer moins de variétés d'aliments.

[L'agriculture](#) et la [nutrition](#) sont interdépendantes. Une meilleure nutrition peut être obtenue en améliorant l'accès et la disponibilité des aliments au sein des ménages, tandis qu'une meilleure nutrition peut accroître la productivité agricole (Cabinet du Premier ministre, 2017). Le secteur agricole peut soutenir la nutrition en établissant un cadre juridique et politique à cette fin. Ce cadre devrait inclure :

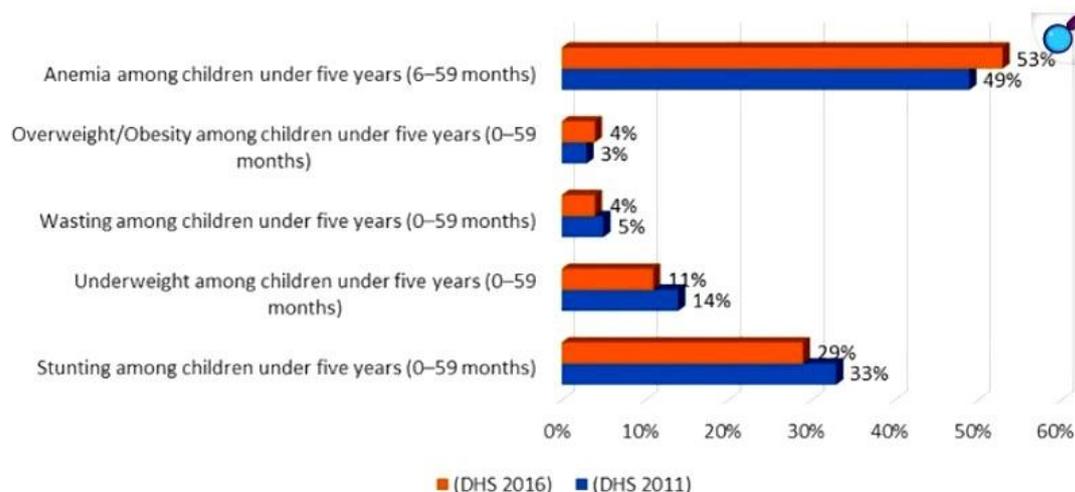
- Examiner et intégrer la nutrition dans la Stratégie de développement du secteur agricole et le Plan d'investissement (DSIP) ainsi que dans la Politique agricole nationale.
- Élaborer des lignes directrices pour l'intégration de la nutrition dans les plans, politiques et activités agricoles des secteurs, des districts et des sous-comtés.
- Assurer un leadership politique et technique fort et un engagement en faveur de la nutrition au sein du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, ainsi qu'une coordination étroite avec d'autres ministères, notamment le ministère de la Santé, le ministère de l'Éducation et des Sports, le ministère du Genre, du Travail et du Développement social et le ministère des Collectivités locales.
- Allouer davantage de ressources à la mise en œuvre

d'interventions agricoles éprouvées au niveau des ménages, susceptibles d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages.

- Renforcer les capacités des agents de vulgarisation agricole à mettre en œuvre des interventions agricoles au niveau des ménages, notamment en intégrant la nutrition dans les programmes de formation initiale et continue des prestataires de services de vulgarisation agricole.
- Mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation pour suivre la mise en œuvre des interventions nutritionnelles pour le développement, y compris la nutrition comme indicateur d'impact et de résultat pour les programmes agricoles, et les indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'Enquête démographique et de santé de l'Ouganda de 2016 et l'Enquête nationale sur les dépenses des ménages (NHES) (Cabinet du Premier ministre, 2017).

L'[anémie](#) est l'un des problèmes de santé mondiaux actuels. Bien qu'elle soit causée par plusieurs facteurs, il convient de noter que la moitié des cas d'anémie dans le monde sont dus à la malnutrition, en particulier à un faible apport en fer par l'organisme (Adebisi et al. (2019). La maladie touche tous les âges, mais elle est plus fréquente et présente de graves conséquences chez les enfants. En raison de l'anémie, les enfants souffrent souvent d'un développement cognitif altéré et d'un retard de croissance. Selon l'Enquête démographique et de santé (EDS) de l'Ouganda (2016), 53 % des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent d'anémie (voir graphique 12) (Adebisi et al. (2019).

Graph 12: Les enfants ougandais âgés de 6 à 59 mois souffrent d'anémie



Source: © Adebisi et al.,2019

Malgré des ressources naturelles et des capacités humaines favorables, la malnutrition demeure un problème majeur de santé et de bien-être en Ouganda, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans. Bien qu'il soit considéré comme le grenier à provisions du pays, [l'ouest de l'Ouganda](#) a constamment enregistré les niveaux les plus élevés de malnutrition infantile (Kikafunda, Agaba et Bambona, 2014). Près de la moitié (46 %) des enfants de moins de cinq ans souffraient d'un retard de croissance, comparable à la prévalence nationale de 47,8 % dans l'ouest de l'Ouganda, ce qui est inacceptable. Les principales causes du retard de croissance ($p < 0,05$) étaient des pratiques sanitaires et d'assainissement inadéquates, de mauvaises pratiques alimentaires pour les enfants, un faible accès aux connaissances sur la santé et la nutrition, et des facteurs socio-économiques défavorables tels que l'accès à la nourriture, le type d'emploi, la distance par rapport aux routes principales et aux marchés, les logements, les régimes de flux de revenus, les disparités entre les sexes et l'accès au combustible pour la cuisine. Dans l'ensemble, l'apport en protéines animales est faible et

l'accès aux quantités adéquates de nourriture nécessaires à une croissance et un développement normaux est généralement limité. Au niveau multivarié, les principaux facteurs de risque étaient le manque d'informations sur la santé et les pratiques alimentaires des enfants, la capacité socio-économique du ménage, les mauvaises pratiques d'hygiène et la préparation d'aliments spéciaux pour les enfants (Kikafunda, Agaba & Bambona, 2014).

Caricature 11: *Lancement de la bande dessinée sur la nutrition pour les écoles primaires en Ouganda*

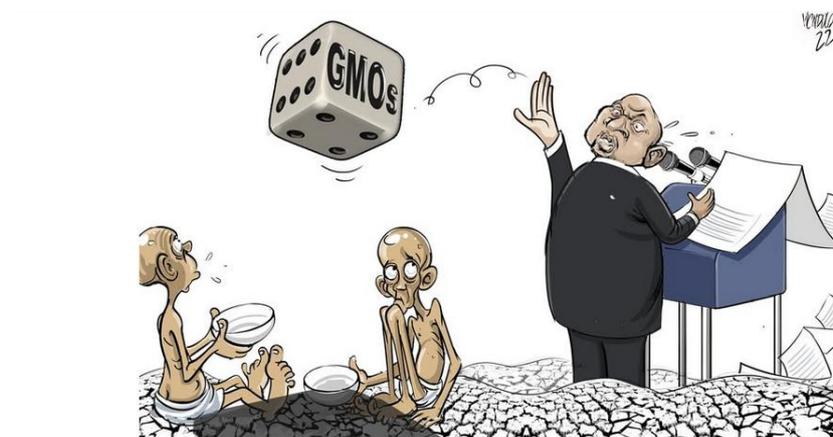


Source: © [GlobetekEnt](#), youtube 2021

La [malnutrition](#) et le [paludisme](#) coexistent chez les individus et les populations du monde entier (Lewnard et al., 2014). Pourtant, les effets de l'état nutritionnel sur le risque de [parasitémie](#) et de maladie clinique restent mal compris. Au sein des communautés pygmées Batwa d'Ouganda, où la malnutrition et l'insécurité alimentaire sont courantes, les personnes particulièrement sous-alimentées ou en situation d'insécurité alimentaire sévère présentent un risque accru de parasitémie à [P. falciparum](#). Cette constatation pourrait motiver une lutte intégrée contre le paludisme et la malnutrition dans les contextes de faible transmission (Lewnard et al., 2014).

4. Conclusion

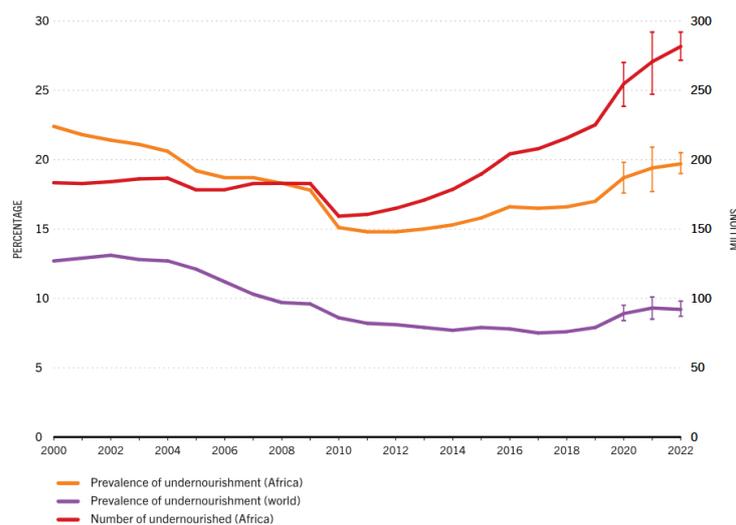
Caricature 12: *sur la (non) pertinence des OGM pour lutter contre la faim en ASS*



Source: © Ndula: Editorial Cartoon bit.ly/3bwpgZd, 19 Novembre 2022

L'Afrique est confrontée à une crise alimentaire d'une ampleur sans précédent (FAO, 2023). Des millions de personnes risquent de voir leur situation alimentaire s'aggraver dans un avenir proche en raison des répercussions de la [guerre en Ukraine](#), qui aggravent les conséquences dévastatrices des conflits, de la variabilité et des extrêmes climatiques, des ralentissements et des récessions économiques, ainsi que des conséquences de la [pandémie de COVID-19](#) sur les plus vulnérables. Dans ce contexte, les inégalités sociales et de genre se creusent également, les femmes et les filles étant parmi les plus touchées par ces chocs. Malgré les efforts déployés dans plusieurs pays, le continent africain n'est pas en voie d'atteindre les cibles de sécurité alimentaire et de nutrition de [l'Objectif de développement durable n° 2](#) (Faim Zéro) d'ici 2030, et certainement les cibles de [Malabo](#) visant à éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition d'ici 2025. Les estimations les plus récentes montrent que près de 282 millions de personnes en Afrique (environ 20 % de la population) étaient sous-alimentées en 2022, soit une augmentation de 57 millions de personnes depuis le début de la pandémie de COVID-19. Environ 868 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère et plus d'un tiers d'entre elles, soit 342 millions de personnes, étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère. La présente édition du rapport présente l'analyse la plus récente de la prévalence et des tendances de la sous-alimentation, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. En outre, elle inclut, pour la première fois, des estimations du coût et de l'accessibilité financière d'une alimentation saine, qui sont des indicateurs utiles de l'accès économique des populations à des aliments nutritifs et à une alimentation saine. La détérioration de la situation de la sécurité alimentaire et l'absence de progrès vers les objectifs mondiaux de nutrition de l'OMS obligent les pays à intensifier leurs efforts s'ils veulent parvenir à un monde sans faim ni malnutrition d'ici 2030. L'appel à une action plus importante reste d'actualité compte tenu du [taux de croissance économique](#) plus faible prévu, de la forte [inflation](#) générale et des prix alimentaires, et de l'augmentation des coûts d'emprunt sur les marchés nationaux et internationaux depuis 2022 (FAO, 2023).

Graph 13: *Prévalence de la sous-alimentation dans le monde et en Afrique, et nombre de personnes sous-alimentées en Afrique*

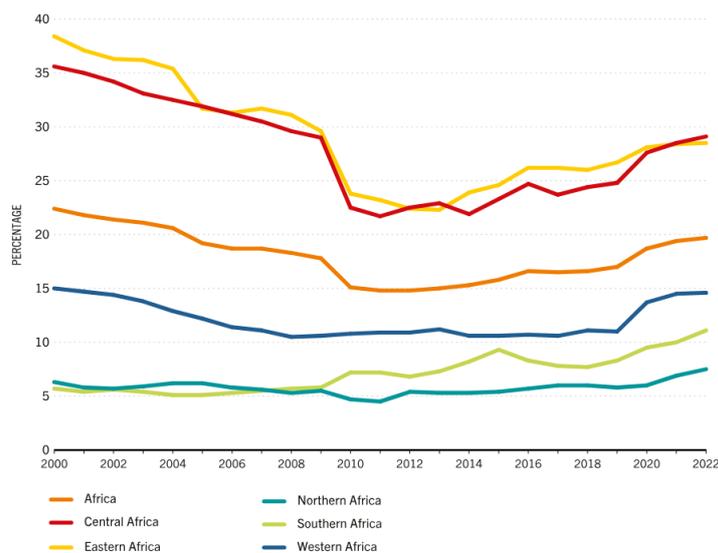


Source: © FAO, 2023

Les pays [d'Afrique subsaharienne](#) sont confrontés à diverses [défaillances du marché](#) et à d'autres contraintes en matière de production, de commercialisation et de consommation alimentaires (Azomahou et al., 2022). Les politiques agricoles, alimentaires et nutritionnelles

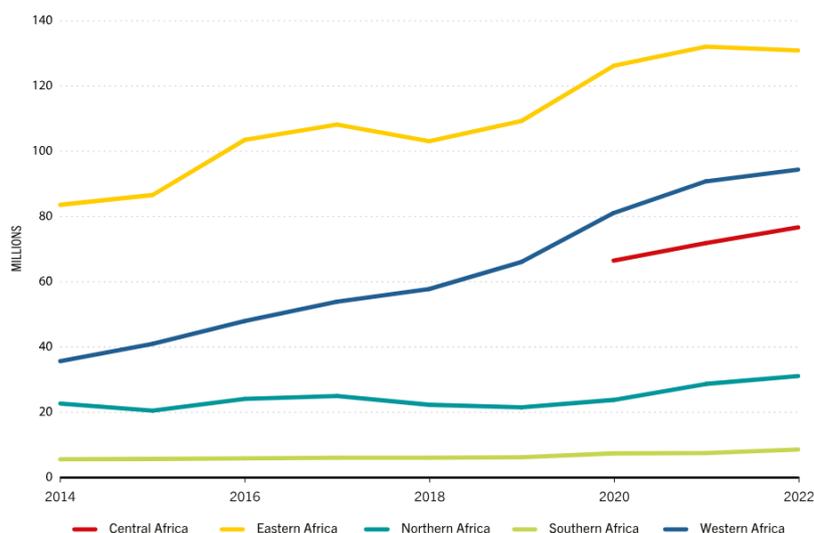
visent à améliorer les résultats nutritionnels, tels que la [faim](#), la [sous-alimentation](#), l'[émaciation](#), le retard de croissance, la mortalité infantile, la consommation alimentaire inadéquate, l'insécurité alimentaire et la volatilité des prix alimentaires. Cependant, la malnutrition persiste dans la région. Pour atténuer ce défi, il est crucial que les praticiens des politiques élaborent et mettent en œuvre des politiques éclairées et fondées sur des données probantes. Les solutions au double fardeau de la sous-nutrition et de l'obésité nécessitent une collaboration entre les secteurs de l'agriculture, du développement rural et de la santé publique (Azomahou et al., 2022).

Graph 14: *Prevalence of undernourishment in Africa by subregion*



Source: © FAO, 2023

Graph 15: *Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave en Afrique par sous-région*



Source: © FAO, 2023

Les politiques agricoles, alimentaires et nutritionnelles peuvent potentiellement répondre à des problèmes tels que l'inaccessibilité et l'insécurité alimentaires, ainsi que la malnutrition.

Cependant, tous les ménages ruraux n'ont pas accès à une alimentation adéquate. Même lorsque de tels régimes sont disponibles, ils sont souvent hors de portée financière de nombreux ménages. Compte tenu du potentiel des programmes de [vulgarisation agricole](#), il est important d'y inclure des interventions d'éducation nutritionnelle (Azomahou et al., 2022). Il a été démontré que la subvention aux légumineuses à graines contribue à la production et à la diversité alimentaire, ainsi qu'à la consommation de vitamines et au rapport poids-âge. Par conséquent, les gouvernements et les agences de développement devraient mener une politique de subvention des légumineuses à graines afin de lutter contre la malnutrition dans les petites exploitations agricoles. Les interventions axées sur la commercialisation agricole bénéficient à la nutrition des ménages en générant des revenus. Pour accroître la sécurité alimentaire, les gouvernements africains devraient réformer les accords d'acquisition de terres afin de promouvoir la production et la consommation nationales de cultures. En outre, investir dans le développement de marchés accessibles et dans des infrastructures rurales pour relier les petits exploitants agricoles aux marchés est essentiel pour améliorer la diversité alimentaire et la sécurité alimentaire des ménages. Compte tenu de la nature multiforme de la sécurité alimentaire et de la nutrition, une combinaison d'options d'intervention devrait être mise en œuvre pour un plus grand impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Azomahou et al., 2022).

Bibliographie:

- Adebisi**, Yusuff Adebayo et al. (2019): [Prevalence and socio-economic impacts of malnutrition among children in Uganda](#). *Nutrition and Metabolic Insights*, 25 Nov 2019, n.p.
- Adeyeye** S.A.O. et al (2023): [Africa and the Nexus of poverty, malnutrition and diseases](#). *Crit Rev Food Sci Nutr*. 2023, vol. 63(5), pp. 641-656
- Akombi**, Blessing J. et al (2017): [Child malnutrition in sub-Saharan Africa: A meta-analysis of demographic and health surveys \(2006-2016\)](#). *PloS one*, vol. 12(5), pp. 1-11
- Akpogheli**, E.O. et al. (2024): [Malnutrition and food insecurity in northern Nigeria: an insight into the United Nations World Food Program \(WFP\) in Nigeria](#). *Discov Food*, vol. 4, 165, pp. 1-14
- Awuor**, Amol (2023): [The Blind Spot: A Graphic Novel on Food Security and Farmers' Rights](#). *The Elephant*, March 17, 2023
- Azomahou**, Théophile T. et al. (2022): The role of policy in reducing malnutrition in sub-Saharan Africa. *Food Policy*, vol. 113, pp. 1-4
- Bain**, L.E. et al. (2013): [Malnutrition in Sub-Saharan Africa: burden, causes and prospects](#). *Pan African Medical Journal*, vol. 15 (1), pp. 1-9
- Beyene**, Sesay D. (2023): [The impact of food insecurity on health outcomes: empirical evidence from sub-Saharan African countries](#). *BMC Public Health* 23, 338, pp. 1-22,
- Bjornlund**, V. & **Bjornlund**, H. & van **Rooyen**, A. (2022): [Why food insecurity persists in sub-Saharan Africa: A review of existing evidence](#). *Food Sec.* 14, 845–864
- Challenged kids international** (2013): [Understanding the different dimensions of malnutrition \(undernutrition\) to maximize human capital development \(Part 2: the facts\)](#). CKi, 22 February 2013
- Dongo**, Dario & Sabrina **Bergamini** (2020): [Acute food crisis in at least 27 countries, FAO and World Food Programme report](#). FoodTimes, 26 July 2020
- Drammeh**, Wuyeh & Noor Aman **Hamid** & A.J. **Rohana1** (2019): [Determinants of household food insecurity and its association with child malnutrition in Sub-Saharan Africa: A review of the literature](#). *Current Research in Nutrition and Food Science*, vol. 7(3), pp.: 610-623
- FAO** (2023) [Africa - Regional Overview of Food Security and Nutrition 2023 - Statistics and trends](#), FAO, Accra, 89 p.
- Fawole**, W.O. & E. **Ilbasmis** & B. **Ozkan** (2015): [Food insecurity in Africa in terms of causes, effects and solutions: A case study of Nigeria](#). 2nd International Conference on Sustainable Agriculture and Environment (2nd ICSAE)At: Konya, Turkey, vol.: 2, pp. 1-9
- Gassara**, Goudja & Jihua **Chen** (2021): [Household food insecurity, dietary diversity, and stunting in sub-Saharan Africa: a systematic review](#). *Nutrients*, vol. 13(12), 4401
- Giller**, Ken E. (2020): [The food security conundrum of sub-Saharan Africa](#). *Global Food Security*, vol. 26 , pp. 1-7
- Jeremiah**, Kingsley (2025): [Empty plates, bleak future: How malnutrition is devastating Northern Nigeria](#). [Africa Health Organisation](#) 4 May 2025 n.p.
- Kikafunda**, Joyce K. & Edgar **Agaba** & A. **Bambona** (2014): [Malnutrition amidst plenty: an assessment of factors responsible for persistent high levels of childhood stunting in food secure Western Uganda](#). *African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development*, vol. 14 (5), pp. 2088-2113
- Kimani-Murage**, E.W. et al. (2014): [Vulnerability to Food Insecurity in Urban Slums: Experiences from Nairobi, Kenya](#). *J Urban Health* , vol. 91, pp. 1098–1113

- Kohnert, Dirk** (2025): [Seeding Growth: Unlocking the Potential of Agricultural Commodity Exchanges in Sub-Saharan Africa](#). MPRA Paper No. 125237, pp. 1-30
- Kohnert, Dirk** (2025a): [Aid in Retreat: Impact of US and European Aid Cuts on Sub-Saharan Africa](#). MPRA WP 124485; SSRN WPS 5224300; SSOAR 101768-9;
- Lewnard, Joseph A. et al** (2014): [Relative undernourishment and food insecurity associations with Plasmodium falciparum among Batwa pygmies in Uganda: evidence from a cross-sectional survey](#). *American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, vol. 91 (1), pp. 39-49
- Mohajan, H.K.** (2022): [Food insecurity and malnutrition of Africa: A combined attempt can reduce them](#). *Journal of Economic Development, Environment and People*, vol. 11 (1), pp.24-34
- Momanyi, D. et al.** (2019): [Gaps in food security, food consumption and malnutrition in households residing along the baobab belt in Kenya](#). *Nutrition & Food Science*, vol. 49 (1), pp. 1-16
- Natarajan, Bhanumathi** (2015): [Women`s Role in Achieving Food Security](#). *Internasjonal Kvinneliga for Fred & Frihet* (ikff), WILDPF, 19 April 2015
- Ogello, Erick O. & J.M. Munguti** (2016): [Aquaculture: a promising solution for food insecurity, poverty and malnutrition in Kenya](#). *African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development*, vol. 16 No. 4 pp. 11332-11350
- Olatunji, Elisabeth et al.** (2021) : [Cross-sectional association of food source with food insecurity, dietary diversity and body mass index in Western Kenya](#). *Nutrients*, vol. 14(1), 121, pp. 1-18, MDPI
- Oluoko-Odingo, Alice Atieno** (2011): [Vulnerability and adaptation to food insecurity and poverty in Kenya](#). *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 101(1), pp. 1–20
- Owolade, A. John-Joy et al.** (2022): . [Malnutrition: An underlying health condition faced in sub Saharan Africa: Challenges and recommendations](#). *Ann Med Surg (Lond)*. pp. 1-15
- Onyeaka, Helen et al.** (2022): [Food insecurity and outcomes during COVID-19 pandemic in sub-Saharan Africa \(SSA\)](#). *Agric & Food Secur.*, vol. 11, 56 , pp. 1-12
- Popp, Józse & J Oláh, A Kiss & Z. Lakner** (2019): [Food security perspectives in sub-Saharan Africa](#). no. 51, 361-376
- Prime Minister`s Office** (2017): [Malnutrition in Uganda: We`ve Already Paid Too High a Price](#). Agriculture and Nutrition Fact Sheet, Kampala, December 2017
- Rao, Nitya & Siera Vercillo & Gertrude Dzifa Torvikey** (2025): [Global Hunger Index – 2024: How gender justice can advance climate resilience and zero hunger](#). GHI, pp. 22-23
- Ringer, Claudia et al.** (2010): [Climate change impacts on food security in sub-Saharan Africa](#). IFPRI Discussion Paper No. 01042 , pp. 1-28
- Sadauskaite, Urte** (2014): [The issue of food insecurity in Kenya](#). MA thesis, Aalborg Univ., 46 p.
- Shinsugi, C. & Matsumura, M. & Karama, M. et al.** (2015): [Factors associated with stunting among children according to the level of food insecurity in the household: a cross-sectional study in a rural community of Southeastern Kenya](#). *BMC Public Health*, vol. 15, 441 , pp. 1-10
- Wudil, Abdulazeez Hudu et al** (2022) : [Reversing Years for Global Food Security: A Review of the Food Security Situation in Sub-Saharan Africa \(SSA\)](#). *Int. J. Environ. Res. Public Health* 2022, 19(22) MDPI, pp. 1-22

Abstract: [*Poverty, Food Insecurity and Malnutrition in Sub-Saharan Africa*] In the 21st century, Africa has some of the highest levels of hunger and malnutrition in the world, which is incompatible with the vision of the African Union. Food and nutritional security is a fundamental right of every person. However, many Africans are deprived of this right. Reports by the FAO and WFP indicate the emergence of an acute food crisis in at least 27 countries. This crisis has escaped the attention of the general press and the political sphere in the West. Yet this is crucial for understanding the reasons behind current migration flows, as well as for stimulating the necessary solidarity interventions. Poverty and malnutrition result from uncontrolled rapid population growth, inefficient agricultural and industrial practices, the high debt profiles of many African countries due to poor governance and corruption, and diseases such as the AIDS epidemic, malaria, the Ebola virus and the current pandemic of the SARS-CoV-2 virus. Other factors include poor and inadequate health infrastructure and armed conflicts. Despite an abundance of natural resources, the gross domestic product per capita of many African countries is among the lowest in the world. According to FAO data, over 200 million people in sub-Saharan Africa were undernourished between 2014 and 2016. The prevalence of undernourishment in sub-Saharan Africa increased from 181 million people in 2010 to 222 million in 2016. In 2016, Africa had the highest prevalence of undernourishment in the world, estimated at 20% of the population. Poverty is the main cause of hunger and malnutrition in Africa, while hunger and malnutrition exacerbate the problem of disease on the continent. Poverty continues to plague Africa as a result of poor economic policies, conflict, war, environmental factors such as drought and climate change, population growth, poor leadership and greed. This situation is further exacerbated by the vicious cycle of poverty, disease and illness. Whether directly or indirectly, due to inadequate food consumption and poor diet quality, it is also accountable for over half of all deaths among children in Sub-Saharan Africa. Sociocultural barriers are major hindrances in some communities, with female children usually being the most affected. Corruption and lack of government interest and investment are key players that must be addressed to solve this problem. Malnutrition was highest within countries in East Africa and West Africa compared to the WHO Millennium development goals target for 2015. The system dynamics simulations forecast a rather gloomy future for the agro-food sector in SSA. Even the historically highest development rate of agricultural production will not be enough to meet the rapidly increasing demand for food.

Zusammenfassung : [*Armut, Ernährungsunsicherheit und Unterernährung in Subsahara-Afrika*] - Im 21. Jahrhundert zählt Afrika zu den Ländern mit den höchsten Hunger- und Unterernährungsraten weltweit, was mit der Vision der Afrikanischen Union unvereinbar ist. Nahrungsmittel- und Ernährungssicherheit ist ein Grundrecht jedes Menschen. Vielen Afrikanern ist dieses Recht jedoch verwehrt. Berichte der FAO und des WFP deuten auf eine akute Nahrungsmittelkrise in mindestens 27 Ländern hin. Diese Krise ist der Aufmerksamkeit der breiten Presse und der westlichen Politik entgangen. Dabei ist sie entscheidend, um die Gründe für die aktuellen Migrationsströme zu verstehen und die notwendigen solidarischen Maßnahmen zu ergreifen. Armut und Unterernährung sind die Folge von unkontrolliertem, schnellem Bevölkerungswachstum, ineffizienten landwirtschaftlichen und industriellen Praktiken, der hohen Verschuldung vieler afrikanischer Länder aufgrund schlechter Regierungsführung und Korruption sowie von Krankheiten wie der AIDS-Epidemie, Malaria, dem Ebola-Virus und der aktuellen SARS-CoV-2-Pandemie. Weitere Faktoren sind eine schlechte und unzureichende Gesundheitsinfrastruktur und bewaffnete Konflikte. Trotz eines Reichtums an natürlichen Ressourcen gehört das Bruttoinlandsprodukt pro Kopf vieler afrikanischer Länder zu den niedrigsten der Welt. Laut Angaben der FAO litten zwischen 2014 und 2016 in Afrika südlich der Sahara über 200 Millionen Menschen an Unterernährung. Die Zahl der Unterernährten in Afrika südlich der Sahara stieg von 181 Millionen Menschen im Jahr 2010 auf 222 Millionen im Jahr 2016. Im Jahr 2016 hatte Afrika mit schätzungsweise 20 % der Bevölkerung die höchste Unterernährungsrate weltweit. Armut ist die Hauptursache für Hunger und Unterernährung in Afrika und verschärft gleichzeitig das Krankheitsproblem auf dem Kontinent. Aufgrund mangelhafter Wirtschaftspolitik, Konflikten, Kriegen, Umweltfaktoren wie Dürre und Klimawandel, Bevölkerungswachstum, mangelnder Führung und Gier ist Afrika nach wie vor von Armut geplagt. Diese Situation wird durch den Teufelskreis aus Armut, Krankheit und Leiden noch verschärft. Ob direkt oder indirekt, aufgrund unzureichender Nahrungsmittelaufnahme und schlechter Ernährung ist sie auch für über die Hälfte aller Todesfälle unter Kindern in Afrika südlich der Sahara verantwortlich. Soziokulturelle Barrieren stellen in einigen Gemeinschaften große Hindernisse dar, wobei Mädchen in der Regel am stärksten betroffen sind. Korruption sowie mangelndes staatliches Interesse und Investitionen sind Hauptfaktoren, die angegangen werden müssen, um dieses Problem zu lösen. Im Vergleich zu den Millenniums-Entwicklungszielen der WHO für 2015 war die Unterernährung in den Ländern Ost- und Westafrikas am höchsten. Die Systemdynamiksimulationen prognostizieren eine eher düstere Zukunft für den Agrar- und Lebensmittelsektor in SSA. Selbst die historisch höchste Entwicklungsrate der landwirtschaftlichen Produktion wird nicht ausreichen, um den rapide steigenden Nahrungsmittelbedarf zu decken.